

*l'Anti*capitaliste

N°80 | OCTOBRE 2016 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



**LES FRONTIÈRES PEUVENT-ELLES PROTÉGER
LES TRAVAILLEURS ?**



**L'OFFENSIVE ISLAMOPHOBIE EN
COURS ET L'URGENCE D'UNE RIPOSTE
ANTIRACISTE**



**SARKOZY, SUPRÉMATISTE BLANC,
CHRÉTIEN ET ANTI-LAÏQUE**



**MEXIQUE 2006
L'INSURRECTION D'OAXACA, CHRONIQUE
D'UNE RÉVOLUTION MANQUÉE**

EDITORIAL

Jean-Philippe Divès Des plans de licenciement dans la logique du capital **P3**

PREMIER PLAN

Ugo Palheta

L'offensive islamophobe en cours et l'urgence d'une riposte antiraciste **P4**

Pierre Rousset Nicolas Sarkozy, un suprématiste blanc, chrétien, radicalement opposé à la laïcité **P8**

ACTUALITE

Carlos Carcione Venezuela

«Nous assistons à l'effondrement du système de la rente pétrolière» **P13**

DOSSIER

Yann Cézard Les frontières peuvent-elles protéger les travailleurs? **P16**

Henri Wilno Face à la mise en concurrence généralisée des travailleurs **P20**

Henri Wilno Les travailleurs détachés: des exploités, pas des voleurs **P23**

Henri Wilno Marx et Jaurès **P24**

Gérard Florenson Libre-échange et protectionnisme dans l'agriculture **P25**

Régine Vinon Peut-on être souverainiste de gauche? **P28**

REPERES

Gérard Florenson Il y a 10 ans L'insurrection d'Oaxaca, chronique d'une révolution manquée **P31**

FOCUS

Christine Schneider En Inde, des grévistes par dizaines de millions **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Avec les Goodyear, contre la répression d'Etat qui les frappent, eux et des centaines d'autres qui défendent nos droits, pour l'abrogation de la loi Travail. DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Des plans de licenciement dans la logique du capital

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Les annonces, à la rentrée de septembre, de la suppression de près de 40 000 postes de travail ont fait l'effet d'un choc. D'autant que l'on apprenait dans la foulée la hausse considérable du nombre des chômeurs (+ 50 000) à la fin août, ainsi que le recul du PIB au deuxième trimestre 2016. Le plan le plus lourd est celui de SFR, qui prévoit de se débarrasser d'ici trois ans de 5000 salariés, un tiers de son effectif. Le plus médiatisé est le projet de fermeture de l'usine Alstom de Belfort, considérée comme l'un des (derniers) fleurons de l'industrie française.

LE CAS D'ALSTOM

Les commentaires et controverses ont mis en avant, selon les cas : une conjoncture économique qui reste déprimée; des problèmes de compétitivité sur des marchés totalement ouverts car mondialisés et dérégulés; la soif de profits de patrons et actionnaires qui en veulent toujours plus; l'incompétence de dirigeants qui ont multiplié les mauvais choix. Les situations sont variées, mais le cas emblématique d'Alstom montre que les différents facteurs peuvent parfaitement se combiner.

Un éditorial du *Monde* du 14 septembre («*Alstom ou les illusions perdues du pompodolisme*»), ou encore un article publié la veille par *Mediapart* («*Alstom ou l'histoire d'une faillite industrielle à la française*»), soulignent ainsi l'impéritie d'un groupe qui, confiant dans le soutien indéfectible et sans contreparties de l'Etat, a multiplié les rachats hasardeux et les cessions précipitées, en privilégiant les opérations financières sur une politique d'investissement industriel; ainsi que le laxisme et l'incompétence de tous les gouvernements successifs, sur fond d'incapacité chronique de l'industrie française à «*s'organiser en filières*».

Le résultat est qu'Alstom, réduit à sa branche transports, s'est fait tailler des croupières par le canadien Bombardier (dont l'usine de Crespin, dans le Nord, est la plus importante du secteur en France, avec 2000 salariés) et l'allemand Vossloh, qui lui ont ravi de gros contrats auprès du STIF (transports d'Ile-de-France) et de la SNCF, alors même que montait en puissance le chinois CRRC, devenu le premier constructeur ferroviaire mondial (avec 175 000 salariés!) Et si le groupe français a mis en avant les contrats remportés aux Etats-Unis, en Afrique du Sud ou en Italie, ses rapports omettaient de préciser qu'ils étaient conditionnés à des clauses de fabrication sur place, donc n'apporteraient pas forcément de travail à ses usines ici (Alstom emploie 31 000 salariés, dont seulement 9000 en France). Une autre conséquence est une rentabilité faible (avec un rende-

ment de l'action Alstom compris ces dernières années entre 1% et 4%), ou en tout cas jugée telle au regard des attentes des actionnaires et des chiffres bien supérieurs atteints par les principaux concurrents. Le groupe n'a d'ailleurs plus distribué de dividendes depuis 2013.

ET POURTANT, DE L'ARGENT IL Y EN A

La conclusion tirée par les dirigeants d'Alstom est celle de tout patron qui se respecte: pour restaurer et défendre nos profits il faut restructurer, fermer des usines, réduire les effectifs; et/ou réussir une fois de plus à nous faire subventionner par l'Etat (il n'y a qu'à prendre encore sur les dépenses sociales ou destinées aux services publics, qui on le sait bien demeurent excessives !) C'est d'ailleurs une solution de ce type qui semble se dessiner, quand le gouvernement annonce la

commande et le paiement direct par l'Etat (pour 500 millions d'euros) de 16 rames de TGV... dont la SNCF affirme ne pas avoir besoin!

Et pourtant, ils sont tout sauf à plaindre: la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric, en 2014, a rapporté la somme farouche de 3,2 milliards d'euros, tandis que le total des profits engrangés depuis dix ans approche des 6 milliards.

Le groupe s'est désendetté et les actionnaires ont pu bénéficier d'une offre de rachat de leurs actions, à un prix de près de 20 % supérieur au cours de la Bourse. Maintenir les emplois sur le site de Belfort – et ailleurs – ne de-

manderait qu'une part infime de ces montants. La même chose valant en général pour tous les grands groupes, notamment SFR. Mais c'est la logique même du système qui est à l'œuvre – et en cause. D'une part, ce qui compte n'est pas la valeur absolue des profits, mais la part qu'ils représentent au regard des capitaux investis. D'autre part, alors que se poursuit la tendance à la structuration des marchés en oligopoles (nationaux, comme dans la téléphonie et l'accès internet, ou mondiaux comme dans le ferroviaire), avec quelques très grandes entreprises qui alternativement, voire simultanément, s'entendent (y compris de manière illicite) et se livrent une concurrence féroce, on ne peut pas faire pendant des années moins de profits que les autres...

Il n'y aura pas de solution durable et juste si l'on ne s'attaque pas aux profits et au pouvoir des capitalistes. Les réponses ne peuvent être que l'interdiction des licenciements, le maintien intégral des emplois et des sites, la réquisition publique, sans indemnités ni rachat et sous le contrôle des salariés et de la population, des entreprises qui ferment ou licencient. □



DR.

L'offensive islamophobe en cours et l'urgence d'une riposte antiraciste

PAR UGO PALHETA

A travers la multiplication d'arrêtés municipaux interdisant le port du «burkini», la France a vécu cet été une nouvelle étape dans l'offensive islamophobe qui sévit dans le pays depuis tant d'années. Et une fois encore, c'est la classe dirigeante qui est à la manœuvre.

Certains, au sein de la gauche radicale, ont présenté cet épisode – et l'islamophobie en général – comme une tactique de diversion mise en œuvre par les partis dominants leur permettant d'éviter d'aborder les «vrais problèmes» (loi Travail, chômage, inégalités, etc.). C'est ne pas comprendre que l'islamophobie constitue en premier lieu un système de domination, une oppression spécifique enracinée dans une large gamme de discriminations qui prennent pour cible la population musulmane en France.

Cette oppression se combine de manière complexe au racisme structurel dont sont l'objet en France les descendants de colonisés. Entre autres exemples, une étude récente a ainsi pu montrer qu'un citoyen français d'origine sénégalaise a entre deux et trois fois moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche s'il est perçu comme musulman plutôt que chrétien¹; et sans doute le phénomène est-il similaire quant aux discriminations à l'avancement professionnel et au logement, ou encore quant aux violences policières.

Le premier effet de l'islamophobie est donc de dégrader quotidiennement les vies des quatre à cinq millions de musulmans vivant en France et de leur rendre extrêmement difficile la tâche de s'organiser collectivement. En les soumettant à un régime de plus en plus discriminatoire et ségrégationniste, en multipliant les déclarations publiques d'hostilité à l'islam, on travaille ainsi à transformer une minorité religieuse en «race» et on prépare le pire: des politiques d'apartheid et de déportation, qui sont déjà à la bouche d'éditorialistes invités partout, tel Eric Zemmour, voire des pogroms anti-musulmans.

Si l'islamophobie n'est nullement réductible à une simple diversion, c'est aussi qu'elle permet de justifier l'offensive autoritaire en cours qui se décline sur plusieurs plans: consolidation du quadrillage ré-

pressif des quartiers populaires, vague d'arrestations arbitraires de musulmans, restriction des droits démocratiques et répression tous azimuts des mouvements de contestation. C'est enfin qu'elle permet de construire un bloc national/racial sur le dos des secteurs les plus opprimés des classes populaires, donc d'unir ceux et celles qui devraient être divisés et de diviser ceux et celles qui devraient être unis.

Dans cette situation, l'émergence d'un mouvement antiraciste large et autonome (notamment de l'Etat) est d'une urgence absolue pour tous ceux et toutes celles qui aspirent à un changement radical de société.

PANIKES MORALES, ATTAQUES RACISTES

A la vérité, personne ou presque ne se préoccupait il y a quelques semaines du fait que quelques femmes (ou hommes), en France et ailleurs, se baignent avec des tenues couvrant la majeure partie de leurs corps. Or, ce sont bien des élus de droite et d'extrême droite, en particulier le maire de Cannes (LR), qui ont lancé la polémique en prenant des mesures liberticides visant les femmes musulmanes portant le «burkini», et ce sont d'autres élus – ainsi que les «grands» médias – qui l'ont relayé complaisamment.

Depuis une trentaine d'années s'accroissent les paniques morales autour de tout ce qui touche de près ou de (très) loin à l'islam: foulard à l'école, burqa dans les lieux publics, viande halal, interdits alimentaires, jupes longues (là encore à l'école), etc., et à présent le désormais célèbre «burkini». Ainsi se recréent indéfiniment des parodies de «débat national», aboutissant inmanquablement à la question, posée par les médias dominants, de la «compatibilité de l'islam avec la République».

L'effet demeure toujours identique: faire apparaître les musulmans comme un corps radicalement étranger à la société française

et les constituer en «menace», légitimant ainsi préventivement les formes de répression les plus brutales et arbitraires (qui pourront ensuite être utilisées contre les mobilisations sociales et les militants du mouvement ouvrier). C'est cette mécanique raciste, maintenant bien connue, qui s'est à nouveau enclenchée cet été, et qu'il nous faut déconstruire.

Au début du mois d'août, plusieurs sénateurs – en particulier le sénateur-maire FN de Marseille, Stéphane Ravier – ont dénoncé une sortie piscine, ouverte uniquement à des femmes souhaitant se baigner couvertes et à leurs enfants, qui devait se tenir dans un lieu privé, le Speed Water Park. Si le directeur du centre aquatique avait été suffisamment apeuré pour annuler la réservation de ses installations à l'association qui l'avait sollicitée, cela n'aurait pas suffi à mettre à l'agenda politique et médiatique la question du «burkini» sur les plages.

L'affaire a rebondi quelques jours plus tard avec l'arrêt anti-burkini pris par le maire de Cannes, interdisant l'accès aux plages de sa ville à «toute personne n'ayant pas une tenue correcte, respectueuse des bonnes mœurs et de la laïcité». Le prétexte de la laïcité est vite balayé puisque, confortant l'islamophobie ambiante, le tribunal administratif de Nice donne raison au maire de Cannes, en précisant: «dans le contexte d'état d'urgence et des récents attentats islamistes survenus notamment à Nice il y a un mois (...) le port d'une tenue vestimentaire distinctive, autre que celle d'une tenue habituelle de bain, peut en effet être interprété comme n'étant pas, dans ce contexte, qu'un simple signe de religiosité».

Ce n'est donc plus leur «religiosité» qui est reprochée aux femmes portant le «burkini» (comme cela apparaissait dans l'arrêt de Cannes, qui invoquait les «bonnes mœurs et la laïcité»), mais d'improbables considérations de sécurité. «Dans le

contexte», le port du «burkini» peut être interprété comme davantage qu'un «simple signe de religiosité»... mais par qui? Par la mairie elle-même, pardi! Directeur général des services de la ville de Cannes, Thierry Migoule affirme ainsi qu'«il ne s'agit pas d'interdire le port de signes religieux à la plage (...) mais les tenues ostentatoires qui font référence à une allégeance à des mouvements terroristes qui nous font la guerre».

Nul besoin d'être un interprète particulièrement subtil du langage politique pour comprendre que, comme lors du débat de 2003-2004 autour des «signes religieux» à l'école, ce sont donc spécifiquement les musulman-e-s qui sont visé-e-s, puisque ni la soutane, ni la kippa, ni un quelconque autre signe religieux ne seront à l'évidence assimilés à des «tenues ostentatoires qui font référence à une allégeance à des mouvements terroristes qui nous font la guerre». A l'inverse, toute tenue ou tout signe associé à la culture musulmane – même de manière imaginaire – devient ainsi susceptible de marquer une telle «allégeance».

Ce qui est reproché à ces femmes musulmanes, c'est donc leur prétendue «allégeance» à l'idéologie meurtrière de Daesh, dont elles seraient les représentantes (si non les prosélytes). Tout signe d'une religiosité musulmane devient donc potentiellement un marqueur d'étrangeté et de

dangerosité, autrement dit un *stigmat*. Cela au mépris de faits élémentaires qu'il ne devrait même pas être nécessaire de rappeler, par exemple la présence importante de musulmans – une trentaine estime-t-on – parmi les victimes de l'attaque de Nice.

À ce rythme, il deviendra bientôt acceptable politiquement de réclamer – et d'obtenir – l'interdiction dans les rues du port de la djellaba, du hijab ou de la barbe (si du moins celle-ci est portée par un musulman, ou un «musulman d'apparence» pour reprendre une expression de Sarkozy...). Cela au nom d'une laïcité passablement «falsifiée»². La loi de 1905 ne garantit-elle pas la liberté de conscience (dès son article 1^{er}) et la possibilité d'exprimer ses croyances religieuses, y compris dans l'espace dit «public»?

LE CONSENSUS ISLAMOPHOB

Mais revenons à la mécanique raciste, puisque suite à l'arrêté passé à Cannes, la polémique est enfin lancée, fait réjouissant pour une classe politique aux abois et des médias en mal de «sujets brûlants». S'en est suivi un défilé de déclarations islamophobes d'une violence ahurissante, de la part de responsables de droite et d'extrême droite. On a ainsi vu un délégué LR de Meurthe-et-Moselle – Jean-Pierre Arbey – tweeter «*Nacht und Nebel pour le sac pou-*

belle»³, à propos d'une femme portant un voile intégral sur une plage, réclamant donc le type de déportation que le régime nazi réservait à ses opposants et à ses «ennemis» durant la Deuxième Guerre mondiale.

Ancienne ministre et actuellement députée européenne (LR), Morano a défendu son compère en précisant que ce sont les femmes musulmanes portant le foulard qui sont «comparables avec les nazis, qui ont exterminé des gens» (sic). À peine plus subtil et se situant dans une même logique venant justifier le ciblage raciste des musulmans et la ségrégation, Fillon a déclaré: «*les catholiques, les protestants, les juifs, les bouddhistes, les sikhs, ne menacent pas l'unité nationale*».

Alors que la droite et l'extrême droite accusaient Hollande et le gouvernement de ne pas réagir, Manuel Valls a déclaré dans *La Provence* qu'il «comprend» et «soutient» les maires: «*je comprends les maires qui, dans ce moment de tension, ont le réflexe de chercher des solutions, d'éviter des troubles à l'ordre public (...) Je soutiens donc ceux qui ont pris des arrêtés, s'ils sont motivés par la volonté d'encourager le vivre ensemble, sans arrière-pensée politique*».

Et lui aussi d'entonner la rengaine pseudo-laïque des plages qui devraient être «préservées des revendications religieuses» et la rhétorique islamophobe des maillots



Le 23 août 2016 sur les plages de Nice, la police française s'affronte vaillamment à «un islamisme mortifère, rétrograde» (Valls)... DR.

de bain couvrants qui porteraient un projet politique: «Les plages, comme tout espace public, doivent être préservées des revendications religieuses. Le burkini n'est pas une nouvelle gamme de maillots de bain, une mode. C'est la traduction d'un projet politique de contre-société, fondé notamment sur l'asservissement de la femme».

Alors que son nom a été évoqué pour diriger une «Fondation des œuvres de l'islam de France», dans la plus pure tradition coloniale, l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement s'est fendu d'un commentaire sur «l'affaire» qui en dit long sur ce qu'on peut attendre d'une telle officine et d'un gouvernement lui en offrant la direction. Il recommande en effet aux musulmans la «discrétion» dans «l'espace public». Le conseil sonne davantage comme une menace; on entend déjà le «sinon»...

On a d'ailleurs trop peu remarqué la manière dont Chevènement justifiait un tel conseil: «les musulmans, comme tous les citoyens français, doivent pouvoir pratiquer leur culte en toute liberté. Mais il faut aussi qu'ils comprennent que, dans l'espace public où se définit l'intérêt général, tous les citoyens doivent faire l'effort de recourir à la "raison naturelle"». Ce n'est donc pas seulement la «discrétion» qui ferait défaut aux musulmans, mais l'effort qu'implique l'usage de la «raison naturelle» pour tenir sa place dans «l'espace public» et contribuer à «définir l'intérêt général».

MALGRÉ LA DÉCISION DU CONSEIL D'ETAT, L'OFFENSIVE ISLAMOPHOBE VA CONTINUER

Sollicité par la Ligue des droits de l'homme (LDH) et le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), le Conseil d'Etat a suspendu les arrêtés anti-burkinis qu'avaient pris plus d'une trentaine de mairies (majoritairement LR mais aussi FN et PS). Il a notamment considéré que «l'arrêté litigieux a (...) porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle». On aurait pourtant tort d'imaginer que l'offensive islamophobe est terminée.

En effet, Manuel Valls a immédiatement réagi, lui qui avait déjà soutenu les maires en question. Rapidement après l'annonce de la décision du Conseil d'Etat, il a déclaré que celle-ci «n'épuisait pas le débat» et a précisé: «dénoncer le burkini, ce n'est en aucun cas mettre en cause une liberté indivi-

duelle. Il n'y a pas de liberté qui enferme les femmes! C'est dénoncer un islamisme mortifère, rétrograde».

Ce que dit cette déclaration, ce n'est pas qu'il porte un quelconque intérêt pour les droits des femmes: qu'a-t-il fait contre les violences qui leur sont faites ou les discriminations sexistes structurelles? Il signale en réalité qu'une autre offensive commence, qui ne se jouera pas essentiellement devant les tribunaux mais – comme au début des années 2000 – sur le terrain idéologico-politique et dont la logique est simple: instrumentaliser les droits des femmes et la laïcité pour accélérer l'entreprise de stigmatisation, de discrimination et de ségrégation visant spécifiquement les millions de musulmans vivant en France.

La décision du Conseil d'Etat apparaît donc comme une victoire partielle: elle n'annule pas les lois et circulaires islamophobes passés dans les quinze dernières années, et elle n'est qu'un coup d'arrêt provisoire. Souvenons-nous qu'en 1989 et 1994, le Conseil d'Etat avait invalidé les règlements intérieurs de lycées prétendant interdire les signes religieux dans l'établissement. On sait pourtant ce qu'il est advenu dix ans plus tard: au terme d'une énorme campagne intellectuelle, médiatique et politique⁴, Chirac et le gouvernement Raffarin étaient parvenus à imposer la loi, liberticide et raciste, du 15 mars 2004.

Pour parvenir à une «victoire» qui aboutissait à exclure pour libérer (rien moins!), il avait fallu des années d'un travail idéologique visant non seulement à redéfinir la laïcité, mais aussi à constituer le port du foulard – et à travers lui l'islam et les musulman-e-s – en «problème public». A l'heure où les gouvernements réduisaient drastiquement les moyens de l'école publique, la ficelle était grosse. Elle a pourtant fonctionné, pour au moins deux raisons: elle s'est articulée au racisme structurel ciblant les descendants de colonisés; le terrain idéologique avait été activement préparé par une série d'intellectuels médiatiques pour ériger l'islam et les musulmans en menace pour l'école et pour les valeurs universelles qu'elle prétend (illusoirement) incarner.

PORTRAIT DE L'HOMME POLITIQUE EN AGENT DE LA GUERRE CIVILE

Valls s'inscrit clairement dans cette dynamique islamophobe. Comme tout professionnel de la politique, il aime se référer

aux valeurs de la «République», en particulier au «vivre-ensemble». C'est d'ailleurs au nom du «vivre-ensemble» qu'il somme les musulmans d'«aider la République», sous peine de rendre «de plus en plus dur» la garantie du libre exercice du culte⁵.

Nul doute pourtant qu'il est devenu en quelques années à peine l'un des principaux agents de la guerre civile. Une guerre de basse intensité et qui ne s'avoue pas comme telle, certes; mais une guerre, qui combine les traits d'une guerre de classe et d'une guerre (néo)coloniale, cherche à briser les résistances des opprimés et les solidarités potentielles pouvant s'établir entre eux, et prend pour cela des formes idéologiques et policières.

De ce point de vue, l'état d'urgence a permis d'intensifier encore davantage le quadrillage répressif des quartiers populaires en multipliant les contrôles au faciès, les assignations à résidence, les raids de la BAC, voire le siège par des compagnies de CRS; en somme l'arbitraire et le racisme policiers. La mort d'Adama Traoré durant l'été a malheureusement rappelé la réalité – devenue banale depuis des décennies – des crimes policiers visant les Noirs et les Arabes, toujours impunis.

Cette guerre prend donc pour cible les musulmans et les habitants des quartiers populaires, mais aussi les Roms. Ces discours ne sont pas sans conséquence: outre leur connexion intime avec le ciblage systématiquement raciste de la police, ils construisent des figures de l'ennemi intérieur et prépare le terrain à des déchaînements racistes, en donnant confiance aux éléments les plus racistes dans la population, organisés ou non dans le cadre de l'extrême droite.

A Calais, des migrants sont régulièrement enlevés et tabassés, voire laissés pour mort. A Marseille, un camp de Roms a récemment été attaqué à coup de cocktails molotov. A Sisco en Corse, si l'on ne peut dire avec précision de l'origine de ce que les médias dominants ont instantanément décrit comme une «rix», il est avéré qu'une foule de plusieurs centaines de personnes s'est dirigée aux cris de «On est chez nous» vers le quartier populaire de Lupino, en périphérie de Bastia, et a agressé à l'hôpital un homme d'origine maghrébine qui avait déjà subi des violences la veille. Comment ne pas voir le lien direct entre la campagne raciste menée par les barons locaux autour du «burkini», le soutien de Valls aux arrêtés municipaux, et ces actes racistes?

Valls se tient aussi fermement que pos-

sible du côté des classes possédantes et sait que la loi Travail ne suffira pas pour faire accepter aux salariés le type de cure néolibérale que Schröder imposa en Allemagne au début des années 2000. Au contraire, la mobilisation de ce printemps contre la loi Travail et son monde – qui a pris des formes nouvelles et radicales – a de nouveau montré la profonde défiance d'une majorité de la population envers le projet néolibéral porté en commun par le PS et LR, et plus profondément par la bourgeoisie française.

Ce mouvement a actualisé et cristallisé la « crise d'hégémonie prolongée » qui taraude la classe dominante française depuis une dizaine d'années⁶, et qui aboutit aujourd'hui à l'approfondissement de la

redéfinition réactionnaire de la « République ».

L'un des enjeux centraux, dans les mois et années à venir, consiste donc à construire et unifier un vaste mouvement de contestation, sans perdre de vue la nécessité d'une mobilisation spécifique : contre la violence d'Etat qui s'abat quotidiennement sur les quartiers populaires ; et contre l'islamophobie, qui détruit les vies de millions de personnes et entraîne dans sa foulée une explosion de toutes les formes de racisme (Romophobie, négrophobie, antisémitisme).

Pour autant, il n'y aura pas de raccourcis : si dans les semaines qui viennent les combats à venir contre le gouvernement seront cruciaux, ils doivent s'inscrire

contre les crimes racistes commis par la police (suite à l'assassinat d'Adama Traoré), en passant par les manifestations de l'été 2014 en solidarité avec la Palestine mais aussi le mouvement des sans-papiers.

Ces mobilisations sont une composante décisive de toute politique d'émancipation dans la période historique qui est la nôtre. Il ne s'agit pas simplement de les soutenir de l'extérieur mais de développer une politique affrontant en tant que telle la question raciale, de nouer des alliances avec les organisations et collectifs déjà présents et actifs, de chercher à formuler avec eux des revendications unifiantes et des propositions politiques, d'intervenir sur le terrain.

Dans la lutte contre l'islamophobie, le minimum consisterait ainsi à revendiquer l'abrogation de toutes les lois et circulaires islamophobes, en particulier de la loi du 15 mars 2004 sur les signes religieux dans les écoles publiques, et à avancer un plan de lutte systématique contre les discriminations dont sont l'objet les musulmans, permettant seul de briser l'appareil de ségrégation qui est en train de se mettre en place.

L'épisode islamophobe de cet été montre une nouvelle fois que le racisme est une composante centrale de la situation politique en France et ne pourra être contourné ou remplacé par des luttes sur le terrain économique (pour les salaires et l'emploi, contre la loi Travail, etc.), même d'ampleur, qui unifierait magiquement les différentes franges des classes populaires. On voit mal en effet comment le bloc social que la classe dirigeante cherche à bâtir autour d'un pacte national/racial renouvelé (et dont l'islamophobie constitue la pierre de touche), pourrait se fissurer sans qu'émerge un mouvement antiraciste – large, politique, radical, autonome, et porté par les premiers concernés.

Dans les mois et années qui viennent, c'est aussi à cela que les anticapitalistes devraient contribuer. □



Le 3 juillet 2016 à Marseille, expulsion des familles roms installées dans l'ancienne caserne Masséna. DR.

dynamique autoritaire et raciste dans les quartiers populaires, ainsi qu'à son extension aux mouvements sociaux, des manifestants des cortèges de tête arrêtés arbitrairement aux travailleurs de Goodyear ou d'Air France condamnés par la justice pour s'être battus pour sauver leurs emplois.

VERS UN MOUVEMENT ANTIRACISTE ?

« Exister, c'est exister politiquement » disait le sociologue Abdelmalek Sayad. Le racisme, sous la forme notamment de l'islamophobie, vise non seulement à empêcher les descendants de colonisés – qui composent certaines des franges les plus opprimées de notre camp social – d'« exister politiquement », mais également à surmonter l'instabilité hégémonique qui persiste en France, en bâtissant une nouvelle « communauté nationale » soudée contre les musulmans et autour d'une

dans une lutte durable qui se poursuivra après la prochaine élection présidentielle. Les batailles juridiques doivent être menées car elles sont l'une des armes possibles dans l'actuelle guerre de positions, mais une riposte politique est nécessaire sur le terrain de l'antiracisme, trop longtemps délaissé par la gauche radicale et le mouvement syndical.

Pour faire reculer les forces immenses qui nous font face et prêtent au désespoir de ceux et celles qui subissent l'oppression, c'est donc à un long combat qu'il faut se préparer. Des mobilisations antiracistes ou anti-impérialistes récentes ont démontré qu'existe, du côté des populations « issues de la colonisation » (pour parler, là encore, comme Sayad), une capacité politique autonome et même une disposition à s'affronter à l'Etat : de la Marche de la dignité en octobre 2015 aux récentes manifestations

1 Voir <http://www.parisschoolofeconomics.eu/fr/actualites/marie-anne-valfort-oui-les-musulmans-sont-discrimines-en-france-oui-des-solutions-existent/>

2 Voir Jean Baubérot, *La Laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte, 2014.

3 « *Nacht und Nebel* » : Nuit et Brouillard, intitulé d'une directive d'Hitler de 1941.

4 Voir Pierre Tevanian, *Le voile médiatique*, Paris, Raisons d'agir, 2005.

5 « Si l'islam n'aide pas la République à combattre ceux qui remettent en cause les libertés publiques, il sera de plus en plus dur pour la République de garantir ce libre exercice du culte », *Journal du dimanche*, 30 juillet 2016.

6 Voir : Stathis Kouvelakis, « France : une crise d'hégémonie prolongée », <http://www.preavis.org/breche-numerique/article2224.html>

Nicolas Sarkozy, un suprématisme blanc, chrétien, radicalement opposé à la laïcité

PAR PIERRE ROUSSET

Un ex-président et de nouveau candidat qui, tout en s'en prenant aux musulmans, se fait le chantre de la «foi chrétienne»... Un premier ministre qui, au nom d'une lutte contre l'intégrisme religieux, lui emboîte le pas dans la remise en cause du fondement même de la laïcité (séparation des Eglises et de l'Etat)... Opposons-leur la solidarité des opprimé-e-s et le refus de toutes les ghettoisations.¹

Les arrêtés «anti-burkini» adoptés cet été par 31 communes côtières de France ont été soigneusement rédigés de façon à permettre l'interdiction sur les plages concernées du port du voile, quel qu'il soit – cette «dérive» était en fait inscrite dans leur logique même². Ainsi, sur la base de l'arrêté de Cannes, trois policiers municipaux ont pu verbaliser, sur la plage de La Bocca, une femme vêtue d'un legging, d'une tunique et d'un simple foulard : il s'agissait, selon le maire, de bannir les «*tenués ostentatoires*». Avec ou sans verbalisation, il en fut de même dans d'autres municipalités qui semblent s'être passé le mot, jusqu'à la fameuse vidéo de Nice où les «forces de l'ordre» obligent une musulmane à se dévêtir partiellement. Ce sont de tels arrêtés que Nicolas Sarkozy a soutenus (ainsi d'ailleurs que le Premier ministre Manuel Valls) et dont il prône la généralisation à tout le pays, pour en faire une véritable politique nationale.

La décision du Conseil d'Etat concernant lesdits arrêtés «anti-burkini» (une appellation par trop restrictive) est clarifiante à plus d'un titre³. Elle met tout d'abord un important point sur les «i» : les arrêtés en question sont contraires aux lois qui régissent la laïcité en France, la laïcité «à la française»⁴.

La réponse de Sarkozy a été tout aussi éclairante : si les lois en vigueur n'autorisent pas de telles mesures, il faut les changer ! Quitte pour cela à modi-

fier la Constitution : «*si le Conseil constitutionnel s'y oppose, on peut réformer la Constitution, ou même interroger directement les Français. On a révisé de très nombreuses fois la Constitution depuis 1958, je ne vois pas pourquoi on nous explique aujourd'hui qu'on ne pourrait pas le faire sur des sujets aussi importants qui touchent à nos valeurs.*»⁵

Dont acte : un ex-président de la République (postulant à le redevenir) s'oppose aux fondements de la laïcité en France au point de vouloir enterrer la loi de 1905 et modifier la Constitution. Ce n'est pas un détail de l'histoire ; cependant, cela ne devrait pas être une surprise tant il en a rompu les règles de ladite laïcité lors de son premier (et espérons dernier) quinquennat présidentiel.

Nicolas Sarkozy ne cherche pas seulement à ratisser l'électorat du Front national ; il n'est pas seulement fasciné par la place du religieux dans la vie politique des Etats-Unis (jusqu'au saint des saints présidentiel à l'époque de Bush). Il identifie indûment civilisation et religion en affirmant que la civilisation française est avant tout de matrice chrétienne – *quid* alors des influences fondatrices gréco-romaines (philosophie, droit...), des Lumières et de la pensée scientifique, de la révolution industrielle et du capitalisme, de l'histoire sociale (dont 1789!) ou coloniale... ?

Pour Sarkozy, «*la foi chrétienne a pénétré en profondeur la société française, sa culture, ses paysages, sa façon de vivre,*



Le 20 décembre 2007, au palais du Latran, à Rome. DR.

son architecture, sa littérature», mais il porte un regard angélique sur ce passé, omettant, comme le note Bernard Girard, de «*signaler que les plus belles œuvres de l'Eglise sont contemporaines de ses pires turpitudes. Le siècle de Vézelay est aussi celui des croisades, on brûlait les hérétiques alors que se construisaient les cathédrales gothiques, et les superbes motets et les Te Deum chantés à la chapelle royale ne font pas oublier les galères et les dragonnades de Louis XIV. Ce que l'historien Jacques Le Goff, qu'on aurait du mal à suspecter d'antichléricisme, définit comme un «véritable racisme religieux»*»⁶ [...]

Rien de conjoncturel dans ces propos.

«Il serait erroné», relève Antoine Vitkine, «de penser que ses récentes déclarations, à Latran, à Riyad, et devant le Crif [Conseil représentatif des institutions juives de France], les petites phrases distillées par son entourage (...) et la mise sur la sellette de la Miviludes [Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires] ne relèvent que de la stratégie et de la communication (...) Sur ces sujets-là, Nicolas Sarkozy a le mérite de la constance, de l'ancienneté et de la conviction. Ce qui n'en est pas moins préoccupant.» En 2006, il reçut en grande pompe, au ministère des Finances, l'acteur Tom Cruise, «dont personne n'ignorait alors qu'il était le porte-parole de la scientologie». Dans son ouvrage *La République, les Religions, l'Espérance* (2004), il explicite déjà: «la place de la religion dans la France de ce début de troisième millé-



naire est centrale.» C'est à cette aune que l'on doit considérer ses critiques de la loi de 1905 ou, jadis, la création du CFCM (Conseil français du culte musulman) qui n'est, dans le fond, que la confusion volontaire entre croyants musulmans et personnes d'origine arabo-maghrébine.⁷

La posture de l'Européen (blanc) et du chrétien vont de pair, comme en témoignent deux discours phares de son quinquennat.

LE DISCOURS DE DAKAR OU LA SUPRÉMATIE BLANCHE

Le 26 juillet 2007, Nicolas Sarkozy a prononcé à Dakar un discours qui s'est

révélé un monument d'hypocrisie, de prétention et de clichés réactionnaires.⁸ Invité à l'université Cheikh-Anta-Diop, il parle à un parterre d'étudiants, d'enseignants et de personnalités politiques. Etrange allocution d'un lyrisme pesant où il s'affirme l'ami des Africains («j'aime l'Afrique, je respecte et j'aime les Africains»), parle des crimes de la colonisation (et aussi de ses apports) en récusant cependant toute repentance: ce n'est pas aux générations présentes de se repentir, dit-il, des actes commis dans le passé, fût-ce par le pays qu'il dit représenter. L'affaire est donc close. Les maux de l'Afrique sont dorénavant africains – et seulement africains. La France offre son aide bienveillante – si du moins elle est souhaitée – pour aider à les résoudre.

Son discours est une insulte à l'intelligence de son auditoire. Sarkozy candidat a annoncé qu'avec lui c'en serait terminé de la Françafrique, que des relations économiques «normales» seront dorénavant la règle. On attend la présentation d'un programme, mais il s'attache aux «mystères» de l'Afrique. Il veut s'adresser aux jeunes qui se sont «tant battus les uns contre les autres et souvent tant haïs», mais restent «frères à travers cette foi mystérieuse qui vous rattache à la terre africaine, foi qui se transmet de génération en génération et que l'exil lui-même ne peut effacer.»

La «mystérieuse» Afrique: le premier cliché est lâché dès le quatrième paragraphe. Les clichés coloniaux vont se succéder tout au long de l'allocution. Sarkozy est venu traiter du contrôle des migrations. Il chante la volonté de la jeunesse de partir à la conquête du monde. Cependant, sans crainte de se contredire, il affirme que «le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.

«Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès. Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne, mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance. Jamais

l'homme ne s'élançait vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin.

«Le problème de l'Afrique et permettez à un ami de l'Afrique de le dire, il est là.

Le défi de l'Afrique, c'est d'entrer davantage dans l'histoire. C'est de puiser en elle l'énergie, la force, l'envie, la volonté d'écouter et d'épouser sa propre histoire. Le problème de l'Afrique, c'est de cesser de toujours répéter, de toujours ressasser, de se libérer du mythe de l'éternel retour, c'est de prendre conscience que l'âge d'or qu'elle ne cesse de regretter, ne reviendra pas pour la raison qu'il n'a jamais existé. Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance» [...]

Ce discours a évidemment provoqué un tollé, en Afrique tout d'abord⁹ et en France aussi.

LE DISCOURS DU LATRAN OU LA SUPRÉMATIE CHRÉTIENNE.

De tradition, le Vatican accorde aux chefs d'Etat de la France, cette «fille aînée de l'Eglise», le titre d'«unique chanoine honoraire» de la basilique de Saint-Jean-de-Latran. Les présidents français, toutes couleurs politiques confondues, se sont bien gardé d'endosser ce rôle, jusqu'à Sarkozy qui s'est rendu sur place et y a prononcé un discours devenu fameux.¹⁰

Laissons Christian Terras, de la revue *Goliath*, présenter ce qu'a d'unique cette visite vaticane en répondant à la question «c'est le premier chef d'Etat français qui prend cette position...»:

«absolument. Dans la tradition radicale socialiste, Chirac qui était un président de droite restait frappé du bon sens de la culture traditionnelle laïque française. Même de Gaulle qui était un catholique très pratiquant ne s'était jamais risqué avec les autorités pontificales romaines ou autres autorités hexagonales à un tel mélange de genre. Jamais. De Gaulle refusait de communier par exemple parce qu'il incarnait la France dans toutes ses composantes et qu'il ne pouvait pas donner un signe ostentatoire d'adhésion à une philosophie à un credo, fût-il catholique, à la nation. Il le faisait en privé. Alors que Sarkozy s'exhibe. Tout en revenant, dans le même discours, «la liberté de ne pas être heurté dans sa conscience par des pratiques ostentatoires». Il fait

allusion à l'islam et au voile islamique. Mais on pourrait se poser des questions sur ses pratiques ostentatoires présidentielles et sa vision sur la religion. Le sommet, c'est la concurrence entre l'instituteur et le curé. Je cite: "dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance" [...]

« C'est Le Pen en plus soft. Mais cela rappelle historiquement Charles Maurras. Maurras ne croyait pas, mais il trouvait dans l'église catholique le système parachevé qui pouvait permettre à un Etat de trouver le sens de sa destinée sur terre, par rapport aux missions de Dieu, pour que les responsables politiques puissent vivre en bonne intelligence. [...] Nicolas Sarkozy ne pouvait engager un débat sur la laïcité au moment des élections: cela mettait le feu aux poudres. Il ne peut le faire qu'en le distillant. C'est sa conception de la laïcité. Même s'il affirme ne pas vouloir remettre en cause 1905, le projet de Sarkozy violera 1905. »¹¹

C'est bien ce que fait aujourd'hui Sarkozy: il viole la loi de 1905, de séparation de l'Eglise et de l'Etat [...]. Le « viol de 1905 » ne se limite pas à des retouches, à une inflexion, à un ajustement. C'est un enterrement. Il suffit pour s'en convaincre de se référer au texte du Conseil d'Etat concernant les arrêtés « anti-burkini ». Pour rendre légale une telle politique, il faudrait réviser la Constitution (notamment le préambule et l'article 1) ; quitter la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales; mettre sous le boisseau la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat; modifier le code général des collectivités territoriales et le code de justice administrative – sans même évoquer la Déclaration universelle des Droits de l'Homme [...]

Ce qui est en cause, ce sont des droits fondamentaux, ce que ne comprennent pas les personnes pour qui la laïcité n'est en France qu'une « religion d'Etat »¹², sans vouloir admettre le caractère progressiste et protecteur de la loi de 1905. La « religion d'Etat » que

veut imposer Sarkozy n'est pas laïque, mais « catho-chrétienne ». L'un des aspects les plus étranges des débats suscités en Europe par la laïcité « à la française », c'est que les critiques semblent indifférents au fait que bien souvent, dans leur propre pays, religion d'Etat il y a, qui peut être « anglo-chrétienne » ou autres variantes, mais toujours chrétienne. L'Europe occidentale compte douze monarchies, cet archaïsme: la Grande-Bretagne, Andorre, la Belgique, le Danemark, le Liechtenstein, le Luxembourg, Monaco, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, la Suède et le Saint-Siège. Dans d'autres pays (tel l'Italie), il y a encore des crucifix dans les classes. Des lois contre le blasphème existent toujours dans des pays comme l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, l'Irlande et la Grèce – effectivement appliqué dans ce dernier (orthodoxe). Tout cela valorise en permanence l'affirmation d'une identité nationale chrétienne.

MANUEL VALLS ET L'ÉTATISATION DE L'ESPACE PUBLIC

Le Premier ministre Valls ne se réfère pas à une identité religieuse comme le fait Sarkozy. Il n'en a pas moins « ajouté de la tension au grotesque » en apportant son soutien total aux arrêtés anti-burkini, comme le relève la LDH: « quel que soit le jugement que l'on porte sur le signifiant du port de ce vêtement, rien n'autorise à faire de l'espace public un espace réglementé selon certains codes et à ignorer la liberté de choix de chacun qui doit être respectée. Après le « burkini » quel autre attribut vestimentaire, quelle attitude, seront transformés en objet de réprobation au gré des préjugés de tel ou tel maire? Ces manifestations d'autoritarisme n'empêcheront rien, mais elles constituent un dévoiement de la laïcité. Et assurément, elles renforcent le sentiment d'exclusion et contribuent à légitimer ceux et celles qui regardent les Français musulmans comme un corps étranger à la nation. »¹³

Manuel Valls évoque le combat contre le fondamentalisme religieux (islamique) pour justifier sa position – et son rejet assez incroyable de la part d'un Premier ministre de la décision du Conseil d'Etat. Il doit pourtant bien savoir que la blogosphère djihadiste et salafiste a reçu les arrêtés « anti-burkini » comme un véritable « don de Dieu »: les vidéos de policiers harcelant sur les plages des femmes voilées



ont fait plus pour leur cause que des années de propagande intégriste.¹⁴ Comment expliquer cet apparent paradoxe? Pour combattre le fondamentalisme (tous les fondamentalismes), il faudrait laisser la société agir solidairement: faire la fête, lutter ensemble. C'est précisément ce que la présidence Hollande ne veut pas. L'état d'urgence a été utilisé contre les mobilisations citoyennes (climat...) et syndicales (loi El Khomri...). La priorité des priorités du régime est de casser radicalement les capacités de résistances sociales pour imposer l'ordre néolibéral. Dans ces conditions, la réponse du pouvoir ne peut être que sécuritaire et liberticide.

L'espace public est traité comme s'il pouvait être librement régi par l'autorité publique (l'Etat).¹⁵ En ce domaine aussi, la décision du Conseil d'Etat est très importante [...]

NOUS VIVONS UN MOMENT TRÈS DANGEREUX

Ce coup de frein n'est cependant temporaire. Certes, même si bon nombre des maires concernés ont refusé d'appliquer la décision du Conseil d'Etat (le ministère de l'Intérieur se refusant pour sa part à les y forcer), la plupart des arrêtés « anti-burkini » sont limités à la période des vacances (fin août-début septembre). Cependant, la



question de fond va se retrouver inmanquablement posée durant la campagne présidentielle.¹⁶

Plus profondément, nous glissons progressivement vers un changement radical de régime. Depuis longtemps déjà, la démocratie politique a été vidée de son contenu, les assemblées élues n'ayant plus le droit d'adopter librement les lois (obligées qu'elles sont d'introduire les régulations décidées à l'OMC ou contraintes de respecter un entrelacs de traités qui sanctuarisent l'ordre néolibéral). Ce sont maintenant les libertés civiques qui deviennent conditionnelles, dépendantes du bon vouloir gouvernemental.

Il est particulièrement troublant de voir, en de telles circonstances, des personnes se réclamant du féminisme applaudir à des mesures d'exception, liberticides et discriminatoires. La sociologue Nathalie Heinich note à raison que nous ne sommes plus dans les années post-68 et que la question « vestimentaire » doit s'analyser dans le contexte présent. Elle en conclut, à tort cette fois, que le combat contre le burkini n'est que politique, son port exprimant une « opinion délictueuse » que le Conseil d'Etat aurait dû valider « en vertu de la légitime limitation du droit à la liberté d'expression ». « Il faut donc choisir son camp », celui des parti-

sans « d'un islam respectueux des lois et valeurs de notre pays. » Et lâche, s'adressant ironiquement aux post-soixante-huitards, le « slogan politique » : « pas de liberté pour les ennemis de la liberté ».¹⁷

Notre sociologue prône la mise en contexte historique. Quand Louis Antoine Saint-Just lança « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté », l'affrontement entre révolution et contre-révolution était à son comble. Il précisa : « Répétons donc en ce jour et cette heure qu'il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté ! » Cela annonçait la Terreur, « cette arme terrible », « étrangère à la nature de la révolution » (je souligne). Une arme donc de dernier recours.¹⁸

Nathalie Heinich fanfaronne, mais souffle sur les braises. Jusqu'à maintenant, la population a encaissé de façon remarquable une redoutable succession de chocs terroristes¹⁹ [...] Dans les années 70 encore, les ratonnades faisaient de nombreux morts chez les travailleurs immigrés. Ce n'est pas le cas aujourd'hui ; mais la meute peut être lâchée demain.

On note une « radicalisation » des milieux catholiques pratiquants, en majorité très à droite.²⁰ La classe politique française joue l'hystérie et la surenchère, jusqu'à exiger un « Guantanamo à la française », des camps de rétention préventifs, etc. Elle construit un climat favorisant une résurgence des ratonnades meurtrières d'antan. On pourrait dire que cette résurgence est programmée pour les lendemains de la présidentielle en 2017 ; mais un basculement partiel de la situation peut se produire avant, en particulier s'il y a un nouvel attentat (lui aussi « programmé ») [...]

VIVE LA MIXITÉ !

Si Manuel Valls, l'homme qui ne sourit jamais, reste droit dans ses bottes et si la droite « dure » radicalise sa mise en cause de la laïcité, le malaise politique est perceptible tant les enjeux sont explosifs. Alain Juppé s'oppose à une « loi de circonstance » sur le burkini. « Dans l'état de tension et de souffrance dans lequel se trouve la société française, nous serions tous bien inspirés d'arrêter de jeter de l'huile sur le feu. »²¹ Caroline Fourest ne veut pas non plus d'une telle loi.²² Au sein du gouvernement, les ministres de la Santé, Marisol Touraine et de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem

ont pris le contre-pied de leur Premier ministre.²³

Sur la question du burkini, Oser le féminisme défend une position qui me paraît raisonnable²⁴ :

« Nous rappelons que l'association a depuis sa création une position très nette sur la question des religions et des droits des femmes. Les religions, toutes les religions, parce qu'elles ont été pensées, construites et dirigées par des hommes, sont le reflet du patriarcat. Les femmes y sont très souvent reléguées au second plan, considérées comme étant « impures », et devant donc « payer » pour leur soi-disant « impureté ». C'est là qu'apparaissent des mesures visant à restaurer la « pudeur » des femmes, et le voile en est un des instruments. Nous ne pouvons pas passer sous silence le combat de ces femmes iraniennes, saoudiennes, et de bien d'autres pays, qui réclament simplement le droit de se balader les cheveux au vent, dans l'espace public. Nous ne pouvons pas passer sous silence le fait qu'en France, certaines femmes vivent une oppression religieuse, qui va à l'encontre de leurs libertés fondamentales.

« Pour autant, nous condamnons ces arrêtés anti-burkini. Où sont les droits des femmes quand on fait justement d'une catégorie de femmes les responsables du « désordre public », voire pour certains du terrorisme ? Quel est le lien entre une femme voilée à la plage et des meurtres de masse commis par des djihadistes ? Est-ce en combattant ces femmes qu'on combat l'intégrisme et l'obscurantisme ? Dans ce cas, pourquoi ne pas sanctionner TOUS les signes ostentatoires religieux et non pas uniquement celui-ci porté exclusivement par des femmes ?

« Une double manipulation est donc à l'œuvre, qui stigmatise les femmes voilées. Manipulation des fabricants de vêtements de mode dite « pudique », qui se frottent les mains, mais aussi de ceux pour qui le voile devrait être obligatoire pour les femmes musulmanes. Mais aussi manipulation de ces édiles locaux (dont certains visiblement en manque de notoriété), qui, à défaut de faire des politiques sociales aptes à endiguer l'exclusion que vivent certains et certaines (l'exclusion sociale étant une trappe vers un repli sur soi communautaire), préfèrent s'attaquer à une catégorie de femmes, livrées à la vindicte raciste. »

Si nous sommes ainsi obligés de répondre à des « manipulations multiples », c'est notamment dû au fait que nous ne vivons pas un grand mouvement émancipateur international qui, à l'instar des années 1960-70, offre un horizon commun aux luttes. La montée de la réaction, religieuse ou non, se fait durement sentir au Nord comme au Sud. Les femmes en paient le prix avec la remise en question de droits conquis (attaques idéologiques et restrictions financières pour le droit à l'avortement en Europe...) – et, dans une grande partie du monde musulman, un recul dramatique de la condition féminine. Il faut se garder des fausses symétries. Le droit de se couvrir aujourd'hui n'est pas l'équivalent du droit de se dévêtir quelques décennies auparavant – si du moins on ne fait pas siennes les conceptions néolibérales de la « responsabilité individuelle » et du « libre choix » faisant abstraction des contextes réels et contraignants, identifiant aussi consentement et choix libre.

Sans identification à un espoir commun, l'expérience collective se fragmente, et les identités avec. Il est particulièrement délicat dans ces conditions de parler de « communautés » en assignant d'autorité à des secteurs de la population une identité homogène qui n'existe pas dans la réalité. C'est précisément ce que font les racistes et ce n'est pas la peine de leur emboîter le pas. Il en va ainsi des « musulmans » quand tout arabe est labellisé tel comme dans un récent article de Jacobin.²⁵ Il y aurait en France cinq millions de musulmans ; en fait, l'auteur se contente de choisir l'estimation haute de la population d'origine nord-africaine et de la désigner par sa supposée religion. Il ne prend pas en compte la grande diversité des expériences vécues par les membres de cette immigration sans laquelle on ne peut pas analyser la situation présente.²⁶

De même, on ne peut invoquer les « non blancs » comme s'ils vivaient une expérience unifiante, alors que les conflits entre « subalternes » arabes, noirs, chinois... peuvent être très vifs²⁷ et que les formes d'organisation dont les sans-papiers se sont

dotés au fil des luttes ont été très variées et souvent sans connotation religieuse : par exemple les collectifs de sans-papiers par régions d'origines ou les comités de grève sous protection syndicale (CGT).²⁸

[...] Certains semblent penser que le combat peut se mener par étapes : d'abord la lutte propre des arabo-Maghrébins (ou « non blancs ») ; ensuite seulement (quand ?), ce sera l'heure de la lutte des classes « tous ensemble ». Les classes dominantes ne mènent cependant pas leur offensive par étape ! Elles visent à briser maintenant, toutes les résistances sociales. Demain, il sera trop tard pour toutes et tous. Comment ne pas voir que la division est l'un des moyens privilégiés que les grands possédants utilisent pour imposer leur loi ? Il en va de même de la réaction religieuse, y compris islamiste.²⁹

Les extrêmes droites « européennes » et islamistes œuvrent à la séparation. Tout devient occasion de séparation : culture, religion, origine, sexe... Elles tentent de faire de cette politique un fait accompli. On ne répond à une telle entreprise qu'en valorisant la mixité. Une mixité inscrite dans les réalités de notre société qui connaît un grand nombre de couples mixtes et peu de territoires réellement « homogènes ». Luttons contre les logiques de ghettoïsation. Faisons vivre les espaces de convivialité partagée. Soutenons les luttes les uns des autres – et menons des combats communs. La solidarité dans l'égalité.

Bloquer l'offensive tous azimuts à laquelle nous devons faire face ne se fera pas sans tenir pleinement compte des exigences des plus opprimés et exploités, mais pas non plus sans luttes communes. En défense et pour la promotion des droits sociaux. En défense et pour la promotion des libertés civiques. Pour la démocratie réelle maintenant ; pour l'égalité réelle maintenant. Contre l'ordre néolibéral. □

1 Nous publions ici l'essentiel d'un article publié le 2 septembre 2016 sur le site Europe solidaire sans frontières. Pour des raisons de place il a fallu procéder à quelques coupes (signalées entre crochets). L'article intégral est disponible à l'adresse <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38873> (note de la rédaction. Celles qui suivent sont toutes de l'auteur).

2 L'arrêté de Cannes stipule par exemple que « l'accès aux plages et à la baignade est interdit à compter de la signature du présent arrêté jusqu'au 31 août 2016 à toute personne n'ayant pas une tenue correcte, respectueuse des bonnes mœurs et de la laïcité, respectant les règles

d'hygiène et de sécurité des baignades adaptées au domaine public maritime. » Voir « Un pas de plus est franchi – Verbalisées pour un simple voile : la dérive des arrêtés "anti-burkinis" », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38808>

3 « Le Conseil d'Etat met un terme aux arrêtés "anti-burkinis" – Une décision qui fait autorité pour toutes les juridictions administratives de France », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38816>

4 Natalie Nougayrède rappelle que la question s'est déjà concrètement posée en 1909 quand la ville de Sens a interdit les processions religieuses catholiques et le port de la soutane afin de préserver l'ordre public tant le sentiment anticlérical était vif. La justice a invalidé cette décision avec des arguments fort similaires à ceux du Conseil d'Etat aujourd'hui. « The state council's burkini ban ruling is a start, but France has more issues to deal with », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38837>

5 http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/08/24/sarkozy-mene-la-charge-contre-le-burkini_4987534_823448.html

6 « Sarkozy et la chrétienté : L'historique revu et corrigé », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8761>

7 « Sarkozy, les sectes, les religions : une vieille affaire », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article9384>

8 « Sarkozy et l'Homme africain : le discours de Dakar », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8787>

9 Voir notamment Achille Mbembe, « L'Afrique de Nicolas Sarkozy », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7260>, ou « Après le discours de Dakar le 26 juillet : Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7045>

10 « Sarkozy et la religion : le discours du Latran », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article11810>

11 « L'inquiétant pacte de Sarkozy au Vatican », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8789>

12 <http://www.versobooks.com/blogs/2817-secularism-is-the-fundamentalist-religion-of-france>

13 LDH, 17 août 2016, « Burkini : Valls ajoute de la tension au grotesque », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38757>

14 « France : Nice police behaviour against a veiled woman, a "godsend" for jihadist propaganda », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38841>

15 Une question évoquée par Christine Delphy dans cet article : « The burkini polemics : How a legal misunderstanding is fuelling France's witch-hunt of Muslim women », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38859>

16 « In spite of the decision of the state council, French rightwingers call for extension of burkini ban », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38834>

17 Le Monde daté du 31 août 2016.

18 <http://www.dialogus2.org/JUS/citation.html>

19 « Nice – After the third mass killing in 17 months: How much more can France take before it spirals into hatred? », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38516>

20 « Les catholiques pratiquants moins tolérants envers les musulmans – Un "décrochage" par rapport à l'ensemble des Français », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38750>

21 http://www.lemonde.fr/port-du-voile/article/2016/08/26/alain-juppe-se-dit-oppose-a-une-loi-de-circonstance-sur-le-burkini_4988643_4987696.html

22 http://www.huffingtonpost.fr/caroline-fourst/interdiction-burkini-plage_b_11539556.html

23 « La ministre de l'Éducation nationale : "La prolifération des arrêtés anti-burkini n'est pas bienvenue" », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38809>

24 « Amalgames ou raison garder – Arrêtés anti-burkini, de qui se moque-t-on ? Des femmes pardi ! », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38806>

25 <https://www.jacobinmag.com/2016/08/burkini-ban-islamophobia-valls-france-secularism-islam/>

26 Voir par exemple « Burkini et polémiques – Un vêtement pas comme les autres », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38815>

27 Voir en ce qui concerne les Chinois « Une mort sans importance... Zhang Chaolin, couturier chinois tué à Aubervilliers », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38794>

28 Voir tant sur les conflits intercommunautaires que sur les formes de luttes et d'organisation des Chinois de Belleville, « Comparaison entre les manifestations des Chinois de Belleville en 2010 et 2011 – Négociation et apprentissage de l'intégration », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38894>

29 Comment devons nous combattre cette dernière ? J'ai abordé cette question dans un article précédent : « La gauche radicale après les attentats de Bruxelles – Le silence de la blogosphère sectaire anglophone, les non-dits en France – Comment faire face » (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37572>). Je n'y reviens pas ici.

VENEZUELA

« Nous assistons à l'effondrement du système de la rente pétrolière »

PAR CARLOS CARCIONE

Quelques mots d'introduction

Comme cela a déjà été souligné dans ces pages¹, le régime chaviste a procédé depuis 1999 à une répartition de la rente pétrolière infiniment plus favorable aux classes populaires que ce n'était le cas auparavant. Mais il n'a jamais entrepris de modifier la structure économique du pays basée sur cette mono-production, ne s'est pas non plus attaqué à la vieille bourgeoisie vénézuélienne et a même créé une nouvelle couche de profiteurs, la « bolibourgeoisie » enrichie grâce à ses positions au sein de l'appareil d'Etat ou à ses relations avec lui. Tout cela a pu fonctionner tant que les prix du pétrole se maintenaient à un niveau très élevé. Mais que ceux-ci s'effondrent, sans se redresser pendant des mois et des années, et tout finit par partir à vau-l'eau. Voilà ce à quoi l'on assiste depuis le début de l'année.

La situation du Venezuela, dramatique au niveau économique et social, est extrêmement instable sur le plan politique. En butte à des manifestations de rue répétées, le gouvernement du successeur de Chávez, Nicolas Maduro, est minoritaire au parlement et dans le pays – même s'il bénéficie toujours du soutien de nombreux secteurs populaires. Il se maintient grâce au caractère présidentiel du régime (où le président prime sur le parlement), à son contrôle d'une série d'institutions clés, notamment la Commission nationale électorale qui multiplie les entraves à la réalisation du référendum révocatoire demandé par la droite (une disposition prévue dans la Constitution et que Chávez en son temps avait acceptée – avant de remporter le scrutin) ainsi que, par-dessus tout, à l'appui des Forces armées.

Il est pourtant de plus en plus isolé : menacé de suspension du Mercosur (le marché commun de la région, où la droite domine désormais depuis le Brésil et l'Argentine), lâché par la Chine, ses derniers soutiens internationaux sont le Zimbabwe de Mugabe, Raul Castro et l'Iran. Son espoir semble être de parvenir à repousser le référendum révocatoire au-delà de la date du 10 janvier, quand – en vertu de mécanismes constitutionnels – Maduro serait alors, s'il perdait, remplacé non par un nouveau président élu (qui aurait alors de fortes chances d'être de droite), mais par le vice-président de son propre gouvernement. Carlos Carcione, un dirigeant de l'organisation vénézuélienne Marea Socialista, donne ici son point de vue sur cette situation, ce qui y a mené et les moyens d'y faire face.²

Nous aborderons forcément à nouveau, dans les prochains mois, la question du Venezuela. Ce sera aussi l'occasion de revenir sur la trajectoire du chavisme – et sur les illusions qu'il a pu susciter dans de larges secteurs de la gauche radicale à l'échelle internationale.

Jean-Philippe Divès

¹ Voir notamment nos dossier « Où vont le Venezuela et l'Amérique latine ? » (n° 38 de décembre 2012) et « Amérique latine : les gouvernements "progressistes" à bout de souffle » (n° 58 d'octobre 2014).

² Propos publiés le 19 juillet 2016 par le site uruguayen Hemisferio Izquierdo (<http://www.hemisferioizquierdo.uy>). La traduction française a été faite, à partir de l'original, en s'aidant de celle publiée le 1^{er} août sur le site suisse A l'Encontre. Voir aussi, sur le même sujet, l'interview de Stálin Pérez Borge, dirigeant de l'organisation Luchas (Ligue unitaire chaviste socialiste), publiée dans l'Anticapitaliste hebdo n° 348 du 30 août 2016.

Comment expliquer le surgissement et le développement de ce que l'on appelle le « chavisme » ou la « révolution bolivarienne » ?

Tout d'abord, je voudrais faire une distinction. Pour nous, « chavisme » et « révolution bolivarienne » ne sont pas synonymes ; au contraire, ils désignent deux phénomènes différents quoique liés entre eux. Le premier fait référence au processus social et politique qui trouve son point de départ lors du « Caracazo » [« le soulèvement de Caracas »] de 1989 et se combine avec l'épuisement du modèle économique et politique en place, qui s'était manifesté sous la forme d'un krach lors du Vendredi noir de février 1983 [jour de la chute brutale du bolivar face au dollar]. La « révolution bolivarienne » fait

référence, dans cette étape historique, au processus objectif d'épuisement du modèle de la rente pétrolière, à la crise terminale du régime politique bipartite du Pacte de « Punto Fijo » [signé entre les principales formations politiques après la chute du dictateur Jiménez, en 1958] et à l'irruption sur la scène nationale d'un puissant mouvement de masse.

Le second, celui que l'on connaît sous le nom de « chavisme », se réfère au sujet politique qui a chevauché ce processus depuis 1992 et que le gouvernement Chávez a tenté de construire, sous diverses formes et de différentes manières, avec diverses orientations et de multiples organisations et appellations. Le « chavisme », appellation actuelle de ce phénomène et qui, il est

utile de le préciser, n'était pas utilisée du vivant de Chávez, est le mouvement politique construit par Hugo Chávez pour tenter de conduire, ordonner et/ou domestiquer, du point de vue de l'idéologie bolivarienne, ce processus tumultueux qui s'était éveillé lors du Caracazo et qu'annonçait le Vendredi Noir.

Cela étant, le processus objectif auquel nous faisons référence n'est pas seulement vénézuélien, c'est l'expression continentale de la crise internationale du système capitaliste. Et cela fait au moins trois décennies qu'il se développe. Du point de vue de la résistance



du mouvement des masses, il faut évoquer, outre le Caracazo, quelques jalons et notamment, parmi tant d'autres : les guerres de l'eau et du gaz en Bolivie, les émeutes urbaines et paysannes en Equateur, l'explosion argentine de 2001, la déroute de l'ALCA [zone de libre-échange des Amériques]. Ils montrent, à l'échelle de l'Amérique latine, une puissante réaction populaire d'affrontement au néolibéralisme. C'est ce processus qui a ouvert la voie à diverses expériences que la presse dominante désigne sous le terme générique de « progressismes ».

Mis à part les erreurs commises, pour nombre d'entre elles particulièrement graves, notamment l'extraction pétrolière forcenée et l'économie mixte (ce qui explique en partie la situation actuelle), le gouvernement Chávez a constitué la tentative de transformation la plus profonde, structurellement, des conditions d'oppression et de soumission dans lesquelles se trouvait plongé le pays. L'évolution politique de Chávez lui-même, qui l'a conduit de son identification avec l'orientation de la « La Troisième Voie » jusqu'à proposer un « socialisme du 21^e siècle », puis un « socialisme bolivarien » afin de donner une portée continentale à son option politique, illustre cette recherche.

Le débat actuel à propos de la « fin de cycle des gouvernements progressistes » met un signe d'égalité entre des gouvernements qui ont tous surgi au cours de ce processus politique, mais dont le caractère social et politique est très différent. Certains posent la question de manière erronée, d'autres visent des fins plus intéressées. De mon point de vue, les gouvernements d'Hugo Chávez, d'Evo Morales et dans une certaine mesure de Rafael Correa, avec leurs différences, pourraient être qualifiés de « bolivariens ». En revanche, l'expérience sociale-libérale de Lula, Dilma Rousseff et du PT au Brésil, ou la version de capitalisme dépendant incarnée en Argentine par le kirchnérisme, sont des phénomènes totalement distincts, qui ne faisaient que se couvrir du vernis d'un discours de redistribution des richesses.

Cela étant, il est nécessaire de préciser que le gouvernement de Nicolas Maduro et l'actuelle direction du PSUV [Parti

socialiste unifié du Venezuela], mis à part le fait de se présenter comme le « chavisme » officiel, sont l'expression d'une rupture radicale avec le processus de la « révolution bolivarienne » et montrent la volonté de mener un train de contre-réformes structurelles renvoyant le pays à la normalité capitaliste de dépendance, antérieure au gouvernement de Chávez. De fait, c'est ce qu'ils sont en train de faire. C'est ce qui explique qu'est en train de surgir et de gagner un autre « chavisme », un chavisme critique qui entend s'ancrer dans les fondements démocratiques, d'indépendance nationale et de justice sociale qui sont essentiels dans ce processus.

Pour synthétiser : le chavisme, ou plus exactement le gouvernement Chávez, a été le sujet politique qui a émergé du processus de transformation connu au Venezuela comme révolution bolivarienne, un processus qui, avec toutes ses particularités locales et des appellations différentes, a traversé toute l'Amérique latine depuis le milieu des années 1980 et aujourd'hui représente à nouveau un enjeu.

Quels éléments expliquent l'actuelle conjoncture de crise politico-économique ?

Le concept de crise politico-économique est insuffisant pour définir la situation actuelle du pays. C'est douloureux à dire, mais le Venezuela se trouve actuellement au bord d'une crise humanitaire, de dissolution politique, de désintégration sociale. Aucune des deux directions politiques (PSUV et MUD, Plateforme de l'unité démocratique, la coalition de droite) qui cherchent à imposer une polarisation forcée, contre le sentiment populaire très étendu qui réclame une dépoliarisation urgente afin de trouver une solution aux graves problèmes actuels, ne prête suffisamment d'attention aux phénomènes dangereux qui sont en train de se développer.

Nous assistons à l'effondrement du système de la rente pétrolière ; et à un renforcement d'un modèle mafieux, prédateur, sur la base d'une accumulation de capital consolidée par les détournements de fonds, qui permet l'appropriation de cette rente, un phénomène qui s'est désormais étendu à la rente minière. Si l'on regarde les choses en face, dans la situation d'extrême confusion qui règne actuelle-

ment sous le gouvernement de Nicolas Maduro, deux facteurs essentiels, qui sont interdépendants, l'un économique et l'autre politique, ont conduit au point où nous en sommes. Ce processus, qui jusqu'à présent a été graduel, est masqué par un discours qui prétend maintenir une partie du discours, des catégories (quoique vidées de leur contenu) ainsi que des symboles de la période Chávez.

1) Le démantèlement économique et social du modèle de Chávez qui, avec ses limites, était relativement indépendant du contrôle du capital mondial, et le choix d'une orientation d'adaptation au capital financier international et à la « normalisation » du capitalisme dépendant vénézuélien dans son rapport avec le marché international. Un bref résumé de ce nouveau cours :

- Des zones économiques spéciales qui échappent aux lois et à la Constitution. Sont annulées, sur une grande partie du territoire, les lois qui protègent le travail, la souveraineté et l'indépendance. Ces zones sont soumises à des régimes d'imposition particuliers, qui allègent les impôts et charges pour les entreprises transnationales qui y sont implantées. De plus, celles-ci bénéficient d'aides en termes de crédits et la possibilité de rapatrier leurs bénéficiaires en devises en s'exemptant de la législation nationale.

- Sur tout le territoire, un ajustement budgétaire brutal, provoquant une évaporation du pouvoir d'achat des salaires ainsi qu'une baisse des budgets de santé et d'éducation, plus généralement des dépenses publiques ; et à travers l'élimination des aides d'Etat, la suppression de la participation de la majorité des secteurs populaires et des couches moyennes à la redistribution de la rente pétrolière. Un exemple en est l'effondrement du salaire minimum qui, au vu du prix des biens de première nécessité, se situe actuellement autour de 20 dollars mensuels alors qu'il avait atteint à peu près 700 dollars entre 2010 et 2012. Ce salaire représente aujourd'hui dix fois moins que ce dont une famille vénézuélienne a besoin pour vivre, alors que jusqu'en 2012 il le dépassait largement.

- Le comble est le plan économique stratégique appelé les « 15 Moteurs de la nouvelle économie productive » ; par exemple le « Moteur minier », avec le projet bien connu dit de l'Arc minier de l'Orénoque : c'est le symbole même de

l'adaptation à un capital financier international prédateur, avec la perte de souveraineté et de contrôle militaire, la perte des droits sociaux et politiques sur 12% de la superficie du pays et la destruction irréversible de l'environnement sur une grande partie de l'Amazonie vénézuélienne. On livre ainsi le pays à 150 entreprises transnationales de 36 nationalités pour l'exploitation de mines à ciel ouvert.

2) Le démantèlement du modèle politique de démocratie participative et de droits politiques et sociaux inscrits dans la Constitution de 1999; démantèlement qui pour pouvoir être mené à bien, exige un système politique totalitaire (bonapartisme classique). Rappelons quelques éléments clés de cette

Telles sont quelques-unes des conséquences économiques et politiques à l'origine du malaise social et du phénomène massif de rupture avec le gouvernement d'une partie de sa base sociale et politique. Ces politiques signifient dans le même temps une capitulation et une adaptation aux pressions du capital international et local, à celles des Etats-Unis. Elles facilitent les ingérences US et celles d'autres pays qui ont ici des intérêts puissants, toutes les attaques et pressions impérialistes que pourtant le gouvernement Maduro dénonce. Et comme c'est la seule opposition reconnue, elles renforcent électoralement la droite regroupée autour de la MUD.

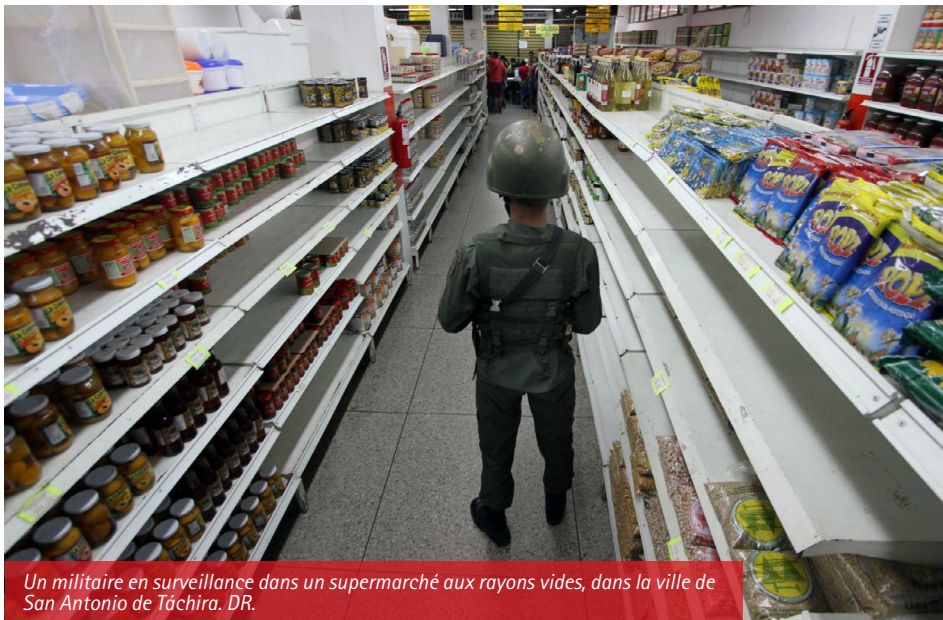
l'Arc minier de l'Orénoque en sont la preuve évidente. Il existe aussi, depuis longtemps, une forte pression sociale contre la corruption et les détournements de fonds, qui s'organise autour de la Plateforme pour un audit public et citoyen.

C'est avec le combat des travailleurs de l'électricité pour la signature de leur contrat collectif qu'a commencé la première expression nationale de lutte des travailleurs en défense de leurs droits.

Marea Socialista, avec d'autres organisations et des personnalités reconnues, participe et apporte son soutien à ces manifestations. La synthèse de cette politique est de chercher à construire un grand mouvement pour la défense et la restitution de tous ces droits, y compris le respect de la convocation cette année du référendum révocatoire, un mouvement national pour la défense des droits et garanties consacrés par la Constitution.

2) La reconstruction du «Projet national» et la mise en place d'une nouvelle référence politique. En même temps qu'elle poursuit son développement et son renforcement au niveau national, Marea Socialista, en tant que partie constitutive du chavisme critique et dans le cadre de son horizon anticapitaliste et socialiste, œuvre pour un projet transversal plus large qui brise la fausse polarisation qu'imposent les directions du PSUV et de la MUD. Le cours d'adaptation au capital financier international que suit le gouvernement Maduro, avec son discours «bolivarien et chaviste» cynique, impose la nécessité de reconstruire le Projet national d'indépendance, de souveraineté et de justice sociale, comme projet anti-impérialiste et de rupture avec la dépendance envers la domination des grandes entreprises.

L'autre grand défi stratégique est la construction d'une nouvelle référence politique: une alternative qui rompe avec les vices politiques des directions corrompues; une référence qui, en s'appuyant sur le débat pour la reconstruction du projet national et latino-américain, soit à même d'établir les bases d'un instrument politique démocratique, pluriel, audacieux, qui rende la vitalité et l'espoir à un peuple maltraité et qui est aujourd'hui découragé; un instrument pour les travailleurs, les jeunes, les femmes, les intellectuels qui attendent une voix appelant à renouer avec le rêve de la lutte pour l'émancipation. □



Un militaire en surveillance dans un supermarché aux rayons vides, dans la ville de San Antonio de Táchira. DR.

politique :

- Consécration de l'état d'exception qui limite de manière indiscriminée l'exercice des droits politiques, sociaux et économiques, son application étant à la discrétion du pouvoir exécutif, de l'état-major des Forces armées et des organisations para-étatiques comme les CLAP (Comités de lutte pour l'alimentation et la production).
- Répression et militarisation du droit de manifestation, de protestation et d'autres droits politiques et sociaux.
- Elimination de fait de la séparation des pouvoirs, avec une tendance croissante à l'élimination de la république comme forme de gouvernement.
- Distorsions et obstacles aux droits politiques fondamentaux et innovants de la Constitution, tels que le référendum révocatoire.
- Annulation de fait de la liberté d'association politique et sociale.

Quelles devraient être aujourd'hui les orientations stratégiques à défendre ?

Pour Marea Socialista, les orientations immédiates, qui ont en même temps un caractère stratégique, sont de deux sortes. Schématiquement :

1) Impulser une lutte unitaire en défense des droits et besoins des couches populaires. Une réaction s'est engagée malgré les pressions autoritaires sur la vie sociale. Des secteurs entiers de citoyens résistent en défense de droits fondamentaux qui sont constamment violés, dans les domaines tant économiques que sociaux ou politiques; et tout d'abord, comme question centrale, le droit de se nourrir.

Mais se développe également une résistance forte à la politique économique globale: les actions légales ou l'organisation de manifestations contre

Les frontières peuvent-elles protéger les travailleurs ?

PAR YANN CÉZARD

Trump, Le Pen, Brexit: les frontières sont à la mode. Mais le protectionnisme, que les démagogues mêlent souvent à leur xénophobie dans les mêmes discours, n'est-il qu'un hochet réactionnaire ? Peut-il avoir un caractère protecteur et progressiste pour les classes populaires ?

Face à la confusion politique entretenue par ces milliardaires qui promettent aux pauvres des frontières pour les «protéger», un peu de matérialisme ne peut pas faire de mal. Ce qui suppose de ne pas les prendre au mot, et d'essayer de saisir les tendances réelles du capitalisme, tel qu'il est, où il va. C'est pourquoi, dans ce dossier, Henri Wilno fait le point sur les réalités du libre-échange moderne, Gérard Florenson sur la question du protectionnisme dans l'agriculture, Régine Vinon sur les programmes des «souverainistes de gauche».

Le racisme et la xénophobie n'en restent pas au stade du discours, ils se concrétisent de façon de plus en plus impitoyable. Peut-on s'attendre à une réalisation même progressive des «promesses» protectionnistes ? La montée de l'exigence d'un retour à des frontières commerciales correspond-elle d'une certaine façon à une évolution réelle du capitalisme, à une inflexion des besoins de secteurs significatifs de la bourgeoisie, en France et ailleurs ? A l'inverse, peut-il y avoir un protectionnisme de gauche ?

LA MONDIALISATION CAPITALISTE CONTINUE

Certains économistes assurent que l'on commencerait à vivre aujourd'hui un retournement du grand mouvement de mondialisation économique démarré il y a trente ans. C'est ce qu'affirme par exemple François Lenglet, célèbre pour son rôle de garde-chiourme de la bien-pensance économique sur France 2. Ce n'est peut-être pas le plus brillant ni le plus honnête intellectuellement des économistes, c'est vrai, mais il est aussi une sorte de thermomètre des idées convenues «à l'instant T» dans les milieux autorisés de l'économie «bourgeoise».

Dans son dernier livre, *La Fin de la mondialisation*, sans point d'interrogation, il assène que «les signaux sont chaque jour plus clairs: la phase actuelle de mondialisation touche à sa fin. Née dans les années 1980 avec le système boursier mondial et la chute du mur de Berlin, elle a reposé sur une utopie: une planète unifiée par le libre-échange, régie par le marché et la démocratie. Mais aujourd'hui le courant protectionniste remonte (...) Nous sommes à la fin d'un cycle.»

Mais il va vite en besogne. En fait, à un mouvement massif et spectaculaire, sur trente ans, de croissance du commerce mondial (et des flux internationaux de capitaux) supérieure à celle du PIB mondial (la part du commerce mondial dans le PIB mondial est ainsi passée de 7,7 à 19,5% entre 1975 et 2002) succède désormais un ralentissement... de cette croissance, inférieure à celle du PIB. Effet de la crise de 2008 ? Certainement, mais surtout, résultat du succès même de la mondialisation capitaliste, qui est poussée désormais si loin qu'elle doit logiquement buter contre un plafond, dont une des manifestations est la difficulté des Etats à avancer dans leurs négociations pour de nouveaux traités de libre-échange. C'est que la segmentation internationale de l'économie ne peut pas aller à l'infini, les services ne peuvent s'internationaliser comme l'industrie, la Chine doit fatalement tenter de basculer dans un modèle de croissance plus tourné vers sa propre consommation intérieure, la perméabilité des marchés des pays riches aux produits des émergents a ses limites. Mais il n'y a pas de retour véritable sur le fonctionnement mondialisé de l'économie. Pas de remise en cause de la structuration internationalisée des multinationales, de l'ouverture des marchés des pays riches aux produits industriels des pays pauvres industrialisés, de la submersion des pays pauvres par les

produits alimentaires étrangers, encore moins de la libre circulation des capitaux... Il n'y a pas un grand retournement de la mondialisation capitaliste, mais un ralentissement et une reconfiguration.

NE PAS PRENDRE AU MOT LES DÉMAGOGUES

Que valent alors les ruades nationalistes de certains politiciens américains et européens, pourtant membres éminents de la grande bourgeoisie, comme Trump ou les leaders anglais du Brexit ? Ces aventuriers politiques veulent bien sûr se frayer une route vers le pouvoir par la démagogie, et ils savent à quel point tous les discours convenus de l'establishment bourgeois sur la nécessité de s'adapter, dans le sang et les larmes, à la mondialisation, au libre-échange généralisé, à la compétition inter-



nationale, présentés comme des phénomènes naturels inéluctables, ne provoquent plus guère que de l'écœurement. Mais ne les prenons pas au mot.

Aujourd'hui encore, aucun secteur significatif de la bourgeoisie en Europe et aux Etats-Unis n'a l'intention de remettre en cause le libre-échange actuel. C'est que la mondialisation capitaliste est une « mondialisation heureuse » pour les classes dominantes, et le fonctionnement actuel du système, fondé sur le libre échange et la libre circulation des capitaux comme jamais, leur a apporté d'immenses profits, en permettant aux entreprises de mieux exploiter toutes les ressources du monde et surtout les hommes, de surcroît en mettant en concurrence généralisée les travailleurs, les Etats et les systèmes sociaux du monde entier.

Les vendeurs en gros du poison nationaliste n'iront pas contre cela. D'ailleurs les leaders du Brexit ne s'en cachent pas. Ils ont promis un affranchissement des « lois européennes » et surtout le blocage des migrants d'Europe de l'est, tout en rappelant qu'ils étaient attachés au libre-échange. Qu'il était possible d'avoir le beurre et l'argent du beurre, la fin de la libre circulation des Européens et l'accès des services et marchandises britanniques au marché européen, et même que le Royaume-Uni serait davantage libre de négocier de nouveaux traités de libre-échange avec le reste du monde. Cette campagne du Brexit a été dominée non par la remise en cause des vertus du libre-échange, mais par la xénophobie. Et si une partie du personnel politique de la bourgeoisie britannique a fait campagne pour le Brexit, contre l'avis de la City, c'est que la sortie de l'Union européenne ne pose pas



Nigel Farage, l'ancien leader de l'UKIP, posant devant une affiche pour le Brexit: «Point de rupture. L'UE nous a failli à tous. Nous devons nous libérer de l'UE et reprendre le contrôle de nos frontières». DR.

les mêmes problèmes au capitalisme britannique que pour l'Allemagne, la France ou l'Espagne.

Il n'en va pas de même de la campagne de

Trump, qui promet à la fois de chasser les immigrants mexicains et de taxer les produits chinois. S'il était élu, gageons que la première « promesse » a plus de chances d'avoir un début d'exécution que la seconde, et que même la première serait partiellement (et heureusement) trahie puisque la bourgeoisie (et même une partie de la petite-bourgeoisie) américaine serait désolée d'avoir à renoncer à une telle main-d'œuvre surexploitable. Un certain Donald Trump, magnat de l'immobilier et des casinos, en sait quelque chose.

Trump ment donc de façon éhontée, ce qui le rapproche, dans notre classification des monstres politiques de la bourgeoisie, du FN. Le parti français d'extrême-droite promet lui aussi une politique et protectionniste et xénophobe, en les associant toujours comme deux faces d'une même médaille, contre les « mondialistes ». Mais s'il se permet cette virulente remise en cause du libre-échange (et de l'Union européenne), c'est aussi qu'il se considère comme relativement loin du pouvoir gouvernemental. A contrario, au fur et à mesure qu'il engrange les succès électoraux et les sondages prometteurs, il commence à affiner sa propagande: Marine Le Pen parle désormais d'un « protectionnisme intelligent »...

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE

Si le libre-échange actuel n'est pas près d'être radicalement remis en cause par la bourgeoisie ni, par conséquent, par des milliardaires et des politiciens démagogues comme Trump, il n'en est pas moins compatible... avec l'érection de nouvelles frontières politiques, et même, comme on le voit aujourd'hui, de milliers de kilomètres de barbelés et de miradors. C'est le triste constat que fait Régis Debray, dans un petit livre de 2010 par ailleurs affligeant, *Eloge des Frontières* (page 18) : « des frontières au sol, il ne s'en est jamais tant créé qu'au cours des cinquante dernières années. Vingt-sept mille kilomètres de frontières nouvelles ont été tracées depuis 1991, spécialement en Europe et en Eurasie. Dix mille autres de murs, barrières et clôtures sophistiquées sont programmées pour les prochaines années (...) Fossile obscène peut-être que la frontière, mais qui s'agit comme un beau diable. »

Non seulement la mondialisation capitaliste n'est pas incompatible avec cela, mais elle le favorise. Le capitalisme libre de se déployer comme et où il veut à travers le monde divise les peuples, creuse les inégalités, polarise la richesse et la pauvreté, voue des millions d'hommes et de femmes à leur

la misère de leurs pays pour aller se fracasser contre les barbelés des pays riches. Même à l'intérieur de ses frontières, entre ses divers peuples, l'Union européenne en est un exemple flagrant. Dans le vide laissé par la faiblesse globale du mouvement ouvrier, il se trouve tout naturellement des membres de la classe dominante, serviteurs et bénéficiaires de ce système, pour exploiter le désarroi que celui-ci engendre dans les classes populaires, et pas seulement à l'extrême droite. D'où ces barbelés pour se rejeter les réfugiés les uns aux autres, d'où aussi ce développement des micro-nationalismes de riches un peu partout.

LA MONTÉE D'UN PROTECTIONNISME « DE GAUCHE »

Si la bourgeoisie ne veut certainement pas revenir pour l'instant sur la mondialisation actuelle, la classe ouvrière doit-elle pour autant rêver, elle, d'un rétablissement des frontières commerciales? Faudrait-il désormais être protectionniste pour être « de gauche »? Ce terme de gauche ne veut certes plus dire grand chose (encore moins qu'avant), sauf à lui donner au moins ce sens: défendre les intérêts généraux des classes populaires. Quelle que soit d'ailleurs leur nationalité.

On sait que Mélenchon veut être le candidat de « l'indépendantisme français », Montebourg celui du « made in France »; que François Ruffin (Fakir) propose un protectionnisme de défense des ouvriers et de leurs usines, et l'économiste Frédéric Lordon un souverainisme de gauche; et que ces idées rencontrent de plus en plus d'écho auprès des travailleurs, singulièrement dans les milieux syndicaux.

Loin de nous la tentation de mettre tout le monde dans le même sac. Nous renvoyons à ce propos à l'article de Régine Vinon dans ce dossier, sur les dérives politiques possibles que ces idées « protectionnistes de gauche » peuvent favoriser: quand Mélenchon se gargarise des succès du Rafale à l'export, quand l'économiste Jacques Sapir (auteur de *La Démondialisation*, titre repris ensuite par Montebourg il y a cinq ans) propose de faire un « front des fronts », Front de gauche avec Front national, pour rétablir la souveraineté nationale et ensuite rendre possible de « vrais choix » dans ce cadre national restauré...

Loin de nous aussi l'idée de balayer d'un geste ce débat ouvert de plus en plus vivement au sein du mouvement ouvrier, parce



que, révolutionnaires internationalistes, nous ne saurions être pour les frontières *en soi*. L'avenir de l'humanité ne peut être dans les restaurations de frontières anciennes, le progrès économique et écologique résider dans un repli général, même si dans l'immédiat, des révolutionnaires anticapitalistes pourraient tout à fait envisager, sous la contrainte, de... se barricader économiquement, comme dut le faire la Russie révolutionnaire par exemple. Mais justement, le problème essentiel, c'est de pouvoir dégager un point de vue de classe, un point de vue de la classe ouvrière (plus précisément: du point de vue de ses intérêts) sur cette question du protectionnisme.

De toute évidence la classe ouvrière de France et d'ailleurs n'a aucune raison particulière d'être attachée à la mondialisation capitaliste et au libre-échange actuel. On nous promet depuis si longtemps une «mondialisation heureuse» pour (presque) tous... On sait ce qu'il en est, tant la bourgeoisie, les groupes financiers et les multinationales se sont ingéniés à construire cette nouvelle économie mondiale pour toujours davantage exploiter les travailleurs du monde entier. On pourrait dire la même chose non de «l'Europe» en soi, mais de l'Union européenne telle qu'elle existe vraiment, une construction très libérale économiquement et autoritaire politiquement, fruit négocié de la politique d'une sorte d'union sacrée des grands groupes capitalistes, des banques et des gouvernements nationaux (qu'on peut sans nuances appeler «leurs» gouvernements).

A nouveau citons notre chouchou du jour, ce bon vieux François Lenglet, qui après avoir décrit une «*machine à inégalités*», en «*crise permanente*» et aux dérives antidémocratiques avérées, constate: «*Il ne faut pas regretter la mondialisation. Malgré son indéniable effet de rattrapage pour des pays pauvres, bien peu en ont profité.*»

Si c'est lui qui le dit... Encore faut-il noter, d'une part, que cette mondialisation n'est pas en elle-même responsable de tous les maux du capitalisme, d'autre part, que c'est son caractère capitaliste qui lui donne ses aspects les plus repoussants, socialement, écologiquement. Et enfin qu'elle est même assez ambivalente, comme le montre Henri Wilno dans la suite du dossier.

Mais, ce constat fait: que rapporterait aux travailleurs, en France par exemple, le ralliement aux thèses protectionnistes?

UNE AFFAIRE ÉDIFIANTE: ALSTOM

Voici un groupe français qui décide de fermer son usine de Belfort. Exit 450 emplois. Un beau symbole de la désindustrialisation française. Marion Maréchal Le Pen (ne parlons que d'elle par souci d'économie) saute sur l'occasion pour réclamer que les commandes de la SNCF et de la RATP soient exclusivement réservées à Alstom. La «préférence nationale» comme monopole d'un groupe privé, pour sauver les emplois. L'absurdité de la proposition saute aux yeux: la firme canadienne Bombardier serait donc exclue des commandes... alors qu'elle possède la plus grosse usine d'équipements ferroviaires en France? Plus généralement, une telle exclusivité nationale des commandes se paierait évidemment de mesures de rétorsion internationales. Alstom perdrait en contrepartie l'accès à des marchés étrangers, dont le volume excède celui du marché français.

C'est pourquoi d'autres ont proposé des mesures plus réalistes, comme par exemple... aider le groupe par de nouvelles commandes, par des injections de capital public, voire, à plus long terme, œuvrer à l'édification d'un protectionnisme à l'échelle européenne: les commandes européennes de matériel ferroviaire seraient réservées à des groupes, européens ou non, s'engageant à produire sur le sol européen, de même que le gouvernement américain a œuvré pour qu'Alstom (justement) décroche le gigantesque contrat de la ligne à grande vitesse Boston-Washington, à condition que les rames soient construites dans les usines américaines du groupe.

De la difficulté, donc, du protectionnisme quand l'économie s'est de toute façon mondialisée... Mais quoi de commun entre toutes ces propositions finalement? Jamais il n'est question de remettre en cause la propriété et le pouvoir des actionnaires du groupe Alstom.

L'intérêt des travailleurs d'Alstom, c'est d'abord de ne compter que sur eux-mêmes, et sur le soutien de la population qu'ils pourront susciter. Mais cela, ils le savent bien. Qui croit encore en 2016 des Sarkozy et des Hollande qui promettaient de sauver Gandrange et Florange? C'est, ensuite, d'imposer le maintien de leurs emplois, et de donc de garantir leur financement, indépendamment des aléas économiques du moment. Il faut pour cela prendre sur les profits internationaux du groupe et même sur les fortunes accumulées par les actionnaires, pendant des décennies, sur leur dos.

Quant au long terme, c'est une transformation radicale de la machine économique qui s'imposerait, avec pour commencer la ré-

quisition d'Alstom (ou socialisation, nationalisation... peu importe le terme pourvu que cela se fasse sous le contrôle des travailleurs et de la population, et non sous celui de gouvernements qui roulent pour la bourgeoisie). A long terme, c'est de toute façon la socialisation de tout le système financier français qui permettrait de mettre les choix de production au service de la population, de ses intérêts sociaux, écologiques.

Sinon c'est une triste alternative qui guette les salariés d'Alstom: soit ça se passe comme pour Continental, PSA, les aciéries lorraines et tant d'autres usines en France qui, malgré l'indignation générale (et les discours ronflants des gouvernants du moment), finirent bel et bien par fermer; soit Hollande, déjà en campagne présidentielle, se résout à «mettre le paquet», c'est-à-dire, concrètement, à donner un petit paquet de fric sous forme de subventions dissimulées en commandes de rames SNCF, aux actionnaires privés d'Alstom, pour assurer les emplois... pendant huit mois.

Puis ce sera *business as usual*: après une parenthèse de «capitalisme national» et de «souveraineté économique», en fait de subventions publiques à des groupes capitalistes privés, qui ne durent qu'un temps, la direction d'Alstom sera à nouveau laissée libre de restructurer sa machine à faire des profits. Après tout, n'est-ce pas, on ne peut pas indéfiniment mettre des emplois sous perfusion de l'argent du contribuable... C'est déjà toute l'histoire de l'industrie française, et singulièrement du groupe Alstom lui-même!

L'ILLUSION D'UN CAPITALISME NATIONAL

Ce qui est vrai d'Alstom l'est de toute l'économie. Le «capitalisme national» mâtiné de «protectionnisme intelligent» et de «souveraineté économique» retrouvée est un miroir aux alouettes. Le problème n'est pas de choisir entre libéralisme «pur» et subvention des groupes privés par l'Etat, entre libre-échange et protectionnisme, etc. Il n'est pas en soi d'ériger ou de renforcer des frontières contre les marchandises étrangères, dans une course au réarmement douanier qui ne pourrait que se généraliser, mais de poser des limites au capital. Limiter (et pourquoi pas supprimer) son droit de circuler partout comme il l'entend, de choisir où il produira, cotisera, paiera ses impôts, de mettre en concurrence les travailleurs et les territoires, d'exploiter et profiter partout comme il l'entend.

Quand des politiciens tout à fait respectueux du capitalisme et des intérêts de la classe dominante agitent des arguments



Tout en défendant mordicus la mondialisation du capital et la mise en concurrence entre eux des travailleurs de tous les pays, les bourgeoisies multiplient les murs entre les peuples... DR.

protectionnistes, ils savent bien ce qu'ils font. Ils exploitent à la fois des préjugés et un ras-le-bol, bien compréhensible, face à tous les radotages mensongers de ceux qui promettaient un avenir radieux si on «s'adaptait» aux «temps modernes» du libre-échange, de la mondialisation, etc. ; pour poser le problème là où il ne trouvera pas de solution, en tout cas pour les travailleurs. C'est justement pour cela que les démagogues nationalistes qui collent à la bourgeoisie ne parlent à peu près jamais de ce qui est pourtant le premier pilier de la mondialisation actuelle (et de l'Union européenne d'ailleurs) : la libre circulation des capitaux.

Quand des intellectuels, des syndicalistes, des hommes et des femmes politiques qui se veulent «de gauche», voire «d'extrême gauche», embrayent sur ces discours (pour être précis : évoquent ces mesures sans réclamer de façon indissociable une politique radicalement anticapitaliste), que ce soit naïvement ou cyniquement, ils contribuent à ce que les problèmes ne soient pas posés là où ils devraient l'être, tout en prenant le risque de répandre toujours plus le poison du nationalisme. Ce qui ne signifie pas qu'il faudrait jouer à l'agnostique contemplatif sur la véritable nature de l'Union européenne, ou se désintéresser de la lutte contre le traité TAFTA qui, justement, comme traité de libre-échange, vise à libérer les grands

groupes capitalistes de toutes contraintes sociales et environnementales, et institue un tribunal arbitral qui permettrait aux multinationales de faire condamner les Etats quand ils nuisent à leurs profits par des règles aussi insupportables, aussi totalitaires, que : il faut payer un minimum d'impôts, ou ne pas trop empoisonner les gens...

PLAN A, PLAN B...

Mais c'est toute la question aussi des «préalables», des plans A et des plans B. Qui est particulièrement criante quand on parle par exemple de l'Union européenne. Le «souverainisme de gauche» prétend en quelque sorte non seulement qu'il ne peut pas y avoir de politique progressiste ou protectrice pour les travailleurs, qui soit compatible avec les institutions actuelles de l'Union européenne, ce qui est relativement exact, mais en plus qu'il faudrait au préalable, comme une «super (et première) mesure d'urgence», sortir d'abord de l'UE. Alors, ensuite, tout redeviendrait possible...

N'est-ce pas périlleux (voire irresponsable) de présenter les choses ainsi, alors même qu'aujourd'hui, dans l'état actuel des rapports de force politiques en Europe ou aux États-Unis, de telles «ruptures» restaurant des «souverainetés nationales» (qui en réalité n'ont pas disparu d'ailleurs,

faut-il le rappeler, les gouvernements nationaux sachant très bien ce qu'ils font, et le voulant avec ardeur), auraient toutes les chances de mettre au pouvoir des forces politiques réactionnaires, qui demanderaient aux travailleurs autant de sacrifices pour la «patrie» (et le franc) qu'ils en ont fait, soi-disant pour «s'adapter au monde» (à l'Europe, à l'euro) ?

Par ailleurs, n'est-il pas évident que la grande défaillance du gouvernement Syriza en Grèce, par exemple, ne fut pas seulement de n'avoir en rien préparé, en face des chantages des autres gouvernements européens et des groupes financiers internationaux, une sortie de l'Union européenne et de l'euro, mais de ne même pas avoir envisagé des mesures de prise de contrôle du capital grec, des banques grecques, etc. ? Sans ce préalable anticapitaliste, le maintien dans l'euro comme le retour à la drachme ne pouvaient pourtant que conduire à du sang et des larmes pour les classes populaires, à «l'impuissance» de cette gauche réformatrice.

Poser, au minimum, des frontières au pouvoir du capital : c'est de ce point de vue (de classe) que l'on pourrait raisonnablement reprendre, dans le monde d'aujourd'hui, ce triptyque traditionnel du marxisme : liberté de circulation des hommes oui, des capitaux non, des marchandises, ça dépend. □

Face à la mise en concurrence généralisée des travailleurs

PAR HENRI WILNO

Par rapport à leur représentation traditionnelle (un pays A achète à un pays B les produits dont il manque ou que le second peut produire dans de meilleures conditions), les échanges internationaux connaissent aujourd'hui des formes multiples et de plus en plus diversifiées.

Le commerce international de marchandises est ainsi de moins en moins fondé sur l'échange de biens non ou insuffisamment produits sur le territoire national des Etats concernés. De plus en plus sont échangés des biens similaires (la France, par exemple, vend et achète à l'étranger des automobiles – les économistes parlent d'échanges croisés ou intra-branche) ou des composants servant à produire des biens qui seront assemblés dans un pays particulier mais à partir d'éléments fabriqués ailleurs. En outre, à l'initiative des importations et exportations on trouve souvent des entreprises productives (qui délocalisent tout ou partie de leur production : Nike et Apple ont poussé ce processus à l'extrême) ou des firmes commerciales qui font fabriquer à l'étranger et sous leur contrôle des produits destinés à figurer dans leurs rayons (H&M, Zara et Carrefour sont ainsi donneurs d'ordre au Bangladesh).

LES DIFFÉRENTES FACETTES DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Les mouvements internationaux de capitaux ont été libéralisés depuis les années 1980 et se sont considérablement développés. La distinction entre mouvements de capitaux et de marchandises n'est pas absolue : les investissements extérieurs français (ou étrangers en France) à visée productive (pour les distinguer des placements) sont des mouvements de capitaux qui vont générer des mouvements de marchandises (importations en France, dans le cas des délocalisations) ou se substituer à des mouvements de marchandises antérieurs (comme par exemple l'implantation en Chine d'une unité de production visant à produire pour le marché chinois, auparavant fourni par

des importations en provenance de l'entreprise-mère).

Le développement des firmes multinationales est le fruit de ces investissements internationaux. Ces firmes jouent désormais un rôle majeur : le commerce intra-firme (entre filiales de la même entreprise) représenterait (ce n'est pas simple à mesurer) entre 30 % et 50 % du commerce international, ses facturations correspondant à des prix de transfert et non des prix « de marché » (même si cette notion n'a pas toujours grand sens). Ces prix de transfert permettent de localiser les bénéfices dans les Etats où ils seront les moins imposés.

Mais, au total, les mouvements de capitaux ne sont liés que pour une faible part à des mouvements réels de marchandises : les marchés financiers ont bourgeonné de toute part.

Enfin, les mouvements internationaux de travailleurs ont également des formes nouvelles. Le recours aux immigrés irréguliers/sans papiers est massif dans les pays capitalistes développés (et en Chine, où ce sont des immigrés de l'intérieur non détenteurs de l'autorisation de résidence dans les grandes villes). S'y ajoute dans l'Union européenne une forme de codification de l'illégalité avec le travail détaché, qui permet aux patrons de supporter des cotisations sociales au taux réduit du pays d'origine des salariés (voir article pages 23).

TAFTA ET CETA

L'utilisation de l'ensemble des éléments de cette palette est quotidienne pour les grands groupes capitalistes. Le monde capitaliste vit sur la lancée des mesures de libéralisation des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux prises sous l'impulsion du GATT puis de l'Organisation

mondiale du commerce (OMC) et du

FMI dans le dernier quart du 20^e siècle.

Des accords économiques régionaux comme l'ALENA (Etat-Unis-Canada-Mexique) les complètent et renforcent pour les pays partie prenante, tandis que l'Union européenne a instauré une vaste zone de liberté des échanges.

Les négociations commerciales internationales récentes concernant l'Europe, comme le traité transatlantique avec les Etats-Unis – TAFTA – et également le CETA (traité sur les échanges avec le Canada), ne concernent que secondairement les droits de douane. En effet, ceux portant sur les produits industriels sont déjà généralement faibles, même si des disparités sectorielles existent. L'enjeu essentiel concerne les normes. Celles-ci sont juridiques, culturelles, financières, environnementales, sanitaires... En schématisant, on peut dire que ces normes fixent les caractéristiques des produits et les conditions de leur mise en vente. Il ne s'agit pas de les idéaliser, car les lobbies patronaux ont toujours pesé sur leur définition, mais sous différents aspects, notamment en matière agricole et alimentaire (question des OGM), elles sont plus laxistes aux Etats-Unis.

Sont aussi concernés l'exploitation du gaz de schiste, les services publics, les réglementations financières, les mutuelles... Certes, pour l'instant (et peut-être provisoirement), le TAFTA a du plomb dans l'aile : Hollande a demandé une suspension des négociations (de fait bloquées par la proximité des élections américaines), mais le CETA pourrait être prochainement ratifié. Il est bâti sur les mêmes principes que le TAFTA : mise en place d'une cour d'arbitrage privée qui permettra aux multinationales canadiennes (et à la majorité des multinationales américaines

possédant des filiales au Canada) d'attaquer les États européens pour toute politique publique mettant en cause la rentabilité de leur investissement; réduction des tarifs douaniers agricoles et abaissement des normes environnementales; remise en cause des services publics; etc.

NE PAS SE TROMPER DE RESPONSABLES

La mondialisation « à visage humain » s'est avérée un jeu de dupes. Les salariés sont bien conscients que la seule logique est de les mettre en concurrence pour maximiser les profits. Rien

qui ne le sont que de façon marginale: c'est le cas des services publics et privés (administrations, santé, banques, commerce, etc.) et du bâtiment-travaux publics. Si l'emploi y baisse, c'est en raison de décisions des dirigeants publics ou privés de ces secteurs. De même, c'est leur choix de recourir à des travailleurs non déclarés ou au travail détaché. En fait, la question de l'impact des échanges extérieurs sur l'emploi concerne avant tout l'industrie (ainsi que certaines activités de services qui comportent des segments délocalisables: centres d'appel, services informatiques, etc.). Certes, au

l'Union européenne). Selon une étude récente de la Banque de France, entre 2001 (date de l'entrée de la Chine dans l'OMC, suivie d'une progression fulgurante de sa part dans les exportations mondiales) et 2007, les importations chinoises ont entraîné la destruction de 90 000 emplois dans l'industrie, ce qui a représenté 13 % du déclin de l'emploi industriel en France.

Cela ne signifie pas que cette part ne soit pas lourde de conséquences dans certains secteurs (textile, chaussure...), surtout si l'on tient compte des importations à bas prix réalisées par l'entremise des chaînes de distribu-



Usine de jouets en Chine. L'essentiel des délocalisations vers ce pays a été fait au début des années 2000. DR.

d'étonnant à ce que les thèses protectionnistes trouvent, comme à d'autres étapes de l'histoire du capitalisme, un large écho, amplifié par divers politiciens – pour la France, de Le Pen à Mélenchon. Entre eux, un fond commun: rejeter sur la concurrence extérieure la responsabilité des destructions d'emplois et des fermetures d'usines.

Mais il faut en premier lieu comprendre qu'un grand nombre d'emplois se trouvent dans des activités non soumises à la concurrence étrangère, ou

final, les pertes d'emploi concerneront tous les secteurs car un emploi industriel détruit (quelle qu'en soit la raison) met en péril au moins un autre emploi ailleurs.

Tous les travaux économiques sérieux montrent que les délocalisations représentent une part limitée des suppressions d'emplois industriels: 20 % au maximum durant la période 1995-2001, marquée par le décollage de la Chine et des pays d'Europe centrale et orientale (maintenant membres de

tion. Limitées ou non, ces pertes d'emplois ont souvent des conséquences dramatiques pour les travailleurs concernés. Mais, fondamentalement, ce qui pèse avant tout sur l'emploi, c'est la course effrénée du capital aux gains de productivité, dans un contexte où la demande est déprimée par la compression des salaires.



Par ailleurs, la « désindustrialisation » et le déficit du commerce extérieur renvoient aussi à des faiblesses du tissu industriel français. Ces faiblesses sont elles-mêmes reliées à des choix étatiques (importance des secteurs atomico-militaires, déficiences du système de crédit, système d'aide à la recherche privée qui fonctionne largement comme une aide supplémentaire aux entreprises) et/ou à des choix patronaux marqués par une logique de court-terme en lien avec la pression des actionnaires (il est à remarquer que les grands groupes, dans l'automobile par exemple, prennent leurs décisions d'implantation sans plus guère se soucier de leur nationalité, mais qu'ils s'en souviennent quand il leur faut des aides).

Toute position progressiste (et bien entendu anticapitaliste) sur les échanges internationaux suppose en fait de tenir compte d'une double réalité :

- les travailleurs, tant au Nord qu'au Sud, ont des intérêts différents de ceux de leur bourgeoisie ;
- c'est aux peuples des pays du Sud de faire leurs choix et de secouer les chaînes du capitalisme : les pays du Nord, qui ont longtemps dominé l'économie mondiale (et la dominant encore largement), n'ont aucun droit de dicter aux pays du Sud les conditions de leur développement.

C'est ce qui fonde un rejet de principe du protectionnisme, du moins dans les pays impérialistes comme la France. A la fin du 19^e siècle, Jaurès insistait ainsi sur la fausse solution que représente le protectionnisme (voir article page 24), lequel ne profite qu'« à la minorité des grands possédants ». Dans ce sillage, la tradition marxiste non stalinienne considère avec méfiance toute mesure de protection dans les pays dominants sous le capitalisme. D'autant que l'industrialisation des pays dominés, même si elle prend des formes barbares, les sort d'une prédominance agricole, alors que leur agriculture est elle-même en butte à la concurrence des productions des pays riches.

LA MONDIALISATION CAPITALISTE A DES ASPECTS DESTRUCTEURS

Cependant, Marx a également souligné les inégalités entre pays (« un pays

peut s'enrichir aux dépens de l'autre ») et l'importance stratégique de certaines branches industrielles : « il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l'empire sur le marché de l'univers » (cf. page 24).

Tout en refusant toute solidarité avec les patronats, il convient de ne pas négliger les conséquences concrètes du libre-échange. D'abord, les conséquences sur l'emploi et les salaires dans les pays du Nord : l'impact direct sur l'emploi des délocalisations et des échanges avec les pays à bas salaires est certes limité, mais le dumping salarial est aussi une arme de la concurrence entre pays capitalistes développés : au sein de l'Union européenne, l'Etat et les patrons allemands ont ainsi mené au début des années 2000 une action déterminée pour faire baisser les salaires.

La pression sur les salaires est également forte dans les pays du Sud. La menace de déplacement des productions vers des zones où les travailleurs sont contraints de travailler dans des conditions plus dures ou avec des rémunérations plus faibles est permanente. Par ailleurs, les secteurs des pays en développement qui ne sont pas susceptibles de satisfaire aux normes du marché mondial sont mis à l'écart, l'exemple le plus significatif étant celui de l'agriculture dite traditionnelle.

Enfin, le libre-échange généralisé a des conséquences écologiques. La mondialisation productive capitaliste s'accompagne en effet de mouvements massifs de produits industriels et agricoles, pour une part complètement indépendants des dotations naturelles des pays. De nombreuses marchandises ou composants de marchandises font ainsi des kilomètres inutiles et néfastes pour l'environnement, entre les Etats mais aussi à l'intérieur des Etats.

S'ATTAQUER À LA LIBERTÉ DE CIRCULATION DES CAPITAUX

Le débat français se focalise essentiellement sur le commerce avec les pays à bas salaires et, dans ce cadre, sur les importations et les délocalisations. L'accent mis sur les échanges de marchandises reflète pour une part les préoccupations immédiates des salariés de l'industrie soumis

jour après jour au chantage patronal sur la concurrence des pays à bas salaires. Mais il correspond aussi à une analyse erronée ou à une volonté de contourner un obstacle majeur à toute politique de transformation sociale : la liberté de circulation des capitaux.

Rejeter le protectionnisme ne signifie pas accepter des traités entre pays capitalistes développés qui, comme le TAFTA et le CETA, rabotent des normes sanitaires ou mettent en péril les services publics. Souvent, les négociations autour de ces accords sont présentées comme un affrontement Europe – Etats-Unis. En fait, il s'agit d'un instrument de l'offensive libérale déployée des deux côtés de l'Atlantique, et les multinationales ont aussi dans leur collimateur certaines réglementations américaines, en particulier sur les marchés publics. Des syndicats américains ont par ailleurs souligné que les travailleurs américains n'ont rien à gagner à la remise en cause de ré-



glementations européennes plus protectrices.

Les mouvements de capitaux, pour leur part, jouent un rôle majeur pour justifier les politiques d'austérité à travers la spéculation sur la dette internationale et les monnaies. La libre circulation des capitaux renforce partout la pression sur les salaires et les conditions de travail, en imposant des exigences de rentabilité extrêmement élevées. Elle permet à de grands groupes capitalistes de soustraire leurs bénéfices à l'impôt. Sa dénonciation est un élément essentiel d'une orientation anticapitaliste. □

Les travailleurs détachés : des exploités, pas des voleurs

PAR HENRI WILNO

« Un travailleur détaché (...) vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place », a osé déclarer Jean-Luc Mélenchon, le 5 juillet devant le parlement européen. Des affirmations et des conceptions nauséabondes, qu'il est indispensable de démonter et combattre.

Un travailleur « détaché » est un salarié envoyé par son employeur dans un autre Etat membre de l'Union européenne en vue d'y fournir un service à titre temporaire. Le travail détaché est régi par une directive européenne de 1996. Le salaire minimum du pays qui accueille le travailleur s'applique (quand il existe un salaire minimum national), ainsi que sa législation en matière de temps de travail, de congés payés et de santé, de sé-

Certaines entreprises battent des records en matière de travail détaché. Ainsi, sur les chantiers navals STX à Saint-Nazaire, la part des travailleurs détachés est, selon la direction, de 25 ou 30% lors des pics d'activité, ce qui représente de 1500 à 2000 personnes sur les 6000 salariés de STX France et de ses sous-traitants. A Dunkerque, EDF a employé jusqu'à 59% de main-d'œuvre étrangère lors de la construction du terminal méthanier...

Une étude récente du ministère des finances (Trésor Eco n° 171, juin 2016, *Concurrence sociale des travailleurs détachés en France: fausses évidences et réalités*) conclut qu'en termes de coût du travail pour un employeur français, pour un emploi rémunéré au SMIC, recourir dans un cadre légal à un travailleur détaché venant du Portugal, de Roumanie, de Pologne ou d'Espagne est équivalent à employer directement un salarié soumis aux règles françaises. C'est en fait la conséquence des exonérations de cotisations sociales des employeurs. Mais cela ne vaut que si la loi est respectée, notamment pour ce qui est des heures supplémentaires, alors que les contrôles de l'inspection du travail montrent souvent le contraire.

NON RESPECT DE LA LOI ET DES QUALIFICATIONS

Dans beaucoup d'entreprises, des accords prévoient des compléments de salaire et les travailleurs détachés n'en bénéficient pas. Enfin, les détachés sont souvent payés en-dessous de leur qualification. *Libération* du 19 juillet 2016 s'est ainsi intéressé aux salariés détachés polonais employés sur le chantier d'un bâtiment parisien destiné à abriter des services dépendant de Manuel Valls.

Les salariés en question – des soudeurs – gagnent le SMIC français et normalement, leurs heures supplémentaires sont rémunérées. Mais comme le précise le

journal: « comment, en effet, vérifier que l'employeur les déclare, qu'il n'y a pas d'abus? La gérante de la société employant les travailleurs détachés polonais du chantier assure que "ce sont [les] travailleurs détachés qui réclament de faire des heures supplémentaires. Ils peuvent gagner entre 1700 et 1900 euros nets par mois, pour 44 heures de travail par semaine, heures sup incluses. Et c'est vrai que nous, ça nous coûte moins cher". Là encore, ces chiffres sont impossibles à vérifier, faute d'avoir pu consulter un contrat de travail. Une chose est sûre: à travail égal, un soudeur français, lui, gagnerait entre 2 500 et 4 000 euros net... »

L'étude précitée du ministère des Finances précise que d'après une étude européenne, dans certains secteurs, notamment celui du transport routier, les travailleurs détachés percevraient une rémunération jusqu'à 50% inférieure à celui des travailleurs locaux!

Non, les travailleurs détachés ne volent pas le pain des travailleurs français. Ce sont des travailleurs comme les autres, victimes d'une exploitation renforcée et, comme pour leurs collègues français, ce sont les patrons français qui les embauchent et les renvoient. La directive européenne de 1996 ne prévoit aucune garantie de représentation collective des salariés détachés, ce qui rend plus difficile encore le respect de la législation et de la réglementation sociales. Plutôt que d'opposer les travailleurs les uns aux autres, notre mot d'ordre doit être « à travail égal, salaire égal ».

Et, paradoxalement, comme le note le juriste Jacques Freyssinet, ce devrait être la règle aux termes mêmes des traités européens si, dans la directive de 1996, le travail détaché n'était pas considéré comme une prestation de service mais relevait de ce qu'il est en réalité: la circulation des travailleurs d'un pays à l'autre. □



Le bâtiment, un des secteurs où le patronat fait le plus appel aux travailleurs détachés afin d'augmenter ses profits. DR.

curité et d'hygiène au travail. En revanche, les cotisations sociales appliquées sont celles du pays d'origine.

En 2015, 286 025 travailleurs détachés ont été déclarés à l'administration française: un chiffre en hausse de près de 25% par rapport à l'année précédente et multiplié par dix en une décennie. Le phénomène est particulièrement sensible dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) où officient 27% des salariés détachés. Viennent ensuite l'intérim (25%) et l'industrie (16%).

Le nombre de travailleurs détachés non déclarés est d'au moins 80 000 et, selon certaines sources, serait pratiquement équivalent au nombre de ceux qui sont déclarés.

Marx et Jaurès

PAR HENRI WILNO

En répondant aux débats de leur époque, Karl Marx puis Jean Jaurès ont posé les bases, toujours d'actualité, d'une position anticapitaliste, socialiste/communiste – voire même simplement progressiste – sur la question du libre-échange et du protectionnisme.

Dans son « Discours sur la question du libre-échange »¹ prononcé en janvier 1848, Marx prend position dans le débat sur l'abolition des lois sur les céréales². Face à l'offensive des libéraux qui entendent faire abolir ces lois, il écrit : « pour nous résumer : dans l'état actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre-échange ? C'est la liberté du capital. » Mais plus loin, il précise : « ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste (...) Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et

M. Léon Say ou comme M. Aynard⁴ (...) Le socialisme, c'est-à-dire l'organisation sociale de la production et de l'échange exclut, à la fois, et la protection qui ne peut guère profiter aujourd'hui qu'à la minorité des grands possédants, et le libre-échange, qui est la forme internationale de l'anarchie économique. »

Dans les deux citations précédentes, il s'agit d'une réponse à un débat national en Angleterre, puis en France : le mouvement ouvrier a-t-il ou non intérêt à des mesures protectionnistes ? Dans le même Discours sur la question du libre-échange, Marx a exprimé un point de vue très lucide sur l'impact du libre-échange sur la division internationale du travail :

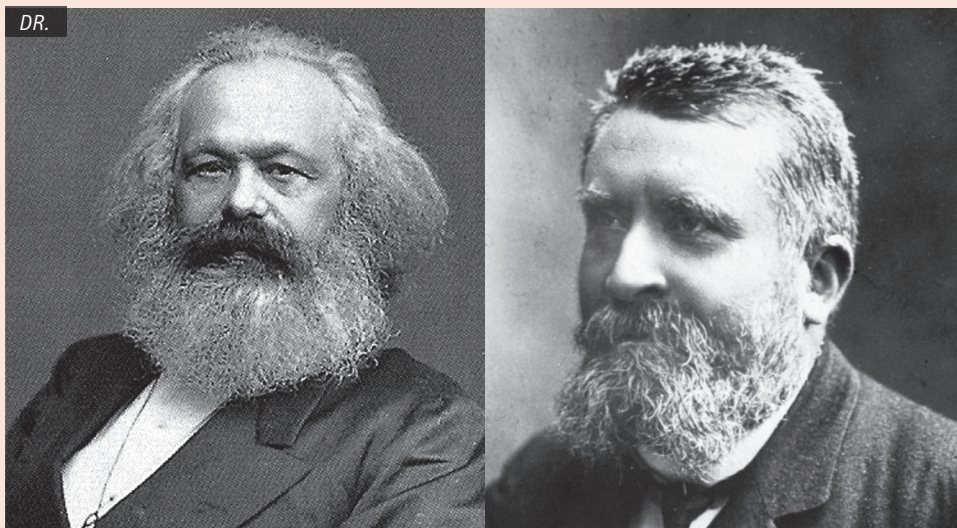
siècles auparavant, la nature, qui ne se mêle guère du commerce, n'y avait mis ni café, ni canne à sucre.

« Et il ne se passera peut-être pas un demi-siècle que vous n'y trouverez plus ni café ni sucre, car les Indes orientales, par la production à meilleur marché, ont déjà victorieusement combattu cette prétendue destinée naturelle des Indes occidentales (...) »

« Une chose encore qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est que, de même que tout est devenu monopole, il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l'empire sur le marché de l'univers.

pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange ».

Le contexte est différent dans la France de la fin du 19^e siècle : les protectionnistes dénoncent la concurrence étrangère. Jaurès souligne les limites des solutions protectionnistes³ : « on parle surtout de la concurrence étrangère et on néglige les autres causes du mal, même celles sur lesquelles on pourrait agir ; c'est que la question la plus facile à résoudre semble la question douanière ». Quant à la position de fond des socialistes, il énonce : « du principe même du protectionnisme, je n'ai pas à discuter en ce moment. Les socialistes ne sont pas protectionnistes comme M. Méline, mais ils ne sont pas davantage libre-échangistes comme



« Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe. » □

« Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait naître dans l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l'univers (...) On nous dit, par exemple, que le libre-échange ferait naître une division du travail internationale qui assignerait à chaque pays une production en harmonie avec ses avantages naturels.

« Vous pensez peut-être, Messieurs, que la production du café et du sucre, c'est la destinée naturelle des Indes occidentales. Deux

1 <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1848/01/km18480107.htm>

2 Les « lois sur les céréales » étaient une série de textes adoptés au Royaume-Uni entre 1773 et 1815 pour encadrer le commerce des céréales avec l'étranger. Les libéraux britanniques, liés aux milieux industriels qui souhaitaient profiter des bas prix des céréales importées pour peser sur les salaires, lancèrent une campagne pour faire pression sur le pouvoir politique. Ils obtinrent finalement gain de cause en 1846. Dans leur campagne, les libéraux insistaient sur les objectifs susceptibles de rallier les milieux populaires : pain moins cher et créations d'emplois étaient présentés comme l'horizon de la libéralisation des échanges.

3 « Jaurès, le protectionnisme et la mondialisation », Alain Chatriot, http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20111006_Jaures-protectionnisme.pdf

4 Méline, Say, Aynard : hommes politiques et économistes de l'époque de Jaurès.

Libre-échange et protectionnisme dans l'agriculture

PAR GÉRARD FLORENSON

Dans l'agriculture comme ailleurs, la logique du système désormais poussée jusqu'au bout est de produire toujours plus à moindre coût, non pour satisfaire les besoins humains mais pour réaliser des profits. C'est pourquoi, si le libre-échange mondialisé a des effets dévastateurs, les solutions protectionnistes que certains préconisent sont parfaitement illusoires.

Quand le cours de la viande de porc dégringole en dessous des coûts de production, les éleveurs en colère traquent le cochon étranger dans les rayons des supermarchés. Des camions de fruits sont bloqués et vidés à la frontière espagnole, et il en est désormais de même pour des citernes de vin. Une partie du monde agricole appelle à restreindre, voire interdire les importations, d'autres plus modérés mettent leur confiance dans l'étiquetage et dans les campagnes médiatiques: «produisons, mangeons et buvons français». Contre le libre échange et la suppression des droits de douane promus par les accords du GATT, c'est un retour au protectionnisme classique qui est plébiscité.

Exception française? A des degrés divers, cette attitude se retrouve dans tous les pays développés, même ceux qui comme les USA et le Canada sont de gros exportateurs et défendent en théorie la libre circulation des marchandises. L'élargissement de l'Union européenne à des pays disposant d'un fort potentiel agricole avec de moindres coûts salariaux a mis le ver dans le fruit. Quant aux pays pauvres, ils n'ont pas voix au chapitre.

Situation paradoxale. Un pays développé comme la France, fortement exportateur de produits agricoles de base ou transformés par l'industrie agroalimentaire¹, au point de le revendiquer comme son «pétrole vert», peut-il encore se permettre de fermer ses frontières sans s'exposer à des mesures de rétorsion, continuer à vendre du blé et du vin en refusant melons et tomates? Cette contradiction entre une prétendue «vocation exportatrice» et la protection d'un relatif «modèle social et écologique» français, à la rigueur européen, n'est pas surmontée par les tenants

d'un «protectionnisme intelligent». Les charlatans du Front National peuvent se piquer d'écologie en condamnant l'importation de produits de mauvaise qualité, nocifs comme tout ce qui vient d'ailleurs... tout en soutenant ceux qui exigent moins de «contraintes environnementales» pénalisant la compétitivité de «nos» entreprises agricoles et en proposant de se rapprocher de Poutine pour s'ouvrir à nouveau le marché russe.

A contrario, peut-on traiter de chauvin le petit maraîcher qui, en pleine récolte, voit débarquer des fruits et légumes dont le prix de vente est inférieur à ses propres coûts de production? Quand la charcuterie espagnole gagne des parts de marché, la fièvre gagne les éleveurs de porcs bretons. Les ventes de lait et de céréales à l'Espagne ne vont pas les consoler!

Les tenants du protectionnisme peuvent s'appuyer sur les arguments en faveur de la relocalisation des productions et des circuits courts, de l'approvisionnement local de la restauration collective, sur la remise en cause des transports de grande distance, la dénonciation de l'usage débridé de pesticides et d'antibiotiques dans les pays concurrents, voire la maltraitance des salariés dans ces mêmes pays. Sans doute tous n'en tirent-ils pas les mêmes conclusions progressistes, certains discours préconisant d'aligner l'agriculture française vers un moins-faisant social et écologique, d'autoriser les OGM et de moins se soucier des zones humides, mais cela passe de moins en moins bien dans l'opinion publique. Ces options réactionnaires marquent davantage ceux des agriculteurs qui vivent plus ou moins bien de productions largement exportées ou susceptibles de l'être moins: voir le déni des risques des algues vertes et autres pollu-

tions, ou la défense par certains du barage de Sivens...

HISTOIRE ET FINALITÉ DES PROTECTIONS AGRICOLES

Tous les pays développés ont eu et souvent ont encore recours à des mesures protectionnistes pour protéger leur agriculture de la concurrence étrangère. Si le chemin emprunté par la Grande-Bretagne, abolissant dès la moitié du 19^e siècle les lois qui entravaient les importations de blé pour alimenter à moindre coût sa classe ouvrière et limiter les revendications salariales, a été différent de celui des autres nations², il ne faut pas oublier que c'est essentiellement à son empire colonial qu'elle s'ouvrait. Dans le cas français certaines productions coloniales, échappant par définition aux barrières douanières, ont perturbé le protectionnisme et concurrencé les productions de la métropole: le vin d'Algérie a provoqué de graves crises, l'huile d'arachide a fait reculer la culture du colza et l'exploitation des oliviers.

Le libre-échange en agriculture repose sur la théorie des avantages comparatifs, de la division internationale du travail: diminuer les coûts et nourrir les peuples à bas prix en concentrant les différentes cultures et élevages dans les régions du monde où la production est favorisée par les terres disponibles et les conditions climatiques. Le libre-échange serait un facteur de progrès. Préservés de la concurrence, les paysans s'enferment dans la routine, ne sont pas stimulés pour augmenter les rendements en améliorant leurs techniques, d'où une relative stagnation de la produc-





tion et des prix élevés qui provoquent en retour des revendications salariales dans la classe ouvrière.

Dès le 19^e siècle, les libre-échangistes sont conscients du coût social : disparition des petites exploitations qui ne peuvent pas suivre la « voie du progrès », et donc exode rural ; sauf qu'ils s'en réjouissent, car l'industrie a besoin de bras et que le prolétariat des paysans déracinés peut lui en fournir. Le capitalisme actuel n'offre plus les mêmes ressources, les emplois perdus dans l'agriculture accroissent le chômage et dans les pays pauvres, l'exode rural vient grossir la population misérable des bidonvilles.

Le protectionnisme relevait de deux motifs : assurer la sécurité alimentaire y compris lorsque des conflits perturbaient les transports ou quand les conditions climatiques étaient mauvaises, ce qui impliquait de conserver une agriculture paysanne en polyculture élevage dans toutes les régions³, et de maintenir une classe assez nombreuse de petits propriétaires attachés à l'ordre social⁴. Contrairement aux sombres pronostics de ses adversaires, en France et dans d'autres pays développés le protectionnisme a permis pendant toute une période le développement de la production agricole dans le cadre des exploitations familiales, jusqu'à atteindre puis dépasser le niveau d'auto-suffisance. Préservés de la concurrence des produits importés, les agriculteurs ont bénéficié de prix suffisants pour vivre mais aussi pour investir. Ce n'est qu'une fois ce stade atteint que les pouvoirs publics ont décrété l'ouverture des marchés, pas pour s'ouvrir aux importations mais pour réaliser enfin « notre vocation exportatrice ».

La création en 1962 du marché commun agricole ne relevait pas totalement d'une logique libérale, mais plutôt d'un protectionnisme assoupli et élargi. Les six pays membres⁵ présentaient des profils différents, davantage de productions végétales au sud, de productions animales au nord, et globalement un volume d'importations alimentaires jugé trop important. La « préférence communautaire » devait développer des échanges mutuellement profitables, alors que des barrières étaient érigées pour protéger l'agriculture des pays membres : des droits de douane, appelés prélèvements, instaurent un prix de seuil qui portait celui des produits im-

portés au niveau de celui des productions locales. A l'inverse des subventions, appelées restitutions, favorisaient les exportations en permettant de vendre aux cours mondiaux. La crise de ce qu'était devenue la politique agricole commune a été traitée ailleurs dans notre revue⁶.

Les recettes qui ont permis aux pays du nord de développer leur production agricole auraient sans doute un résultat similaire dans les pays du sud, où la productivité est aujourd'hui bien trop faible pour que les agricultures locales puissent résister à des importations massives souvent subventionnées⁷. C'est là que veille le gendarme libéral : les vieux Etats protectionnistes se sont convertis au libre-échange dès lors que leur hégémonie était assurée et interdisent aux autres nations de suivre leur chemin. Le Mexique importe de plus en plus de maïs, sa culture traditionnelle, dans le cadre du traité de libre commerce avec ses voisins du nord : les énormes écarts de rendement ne sont pas compensés par le moindre coût de la main-d'œuvre et le maïs mexicain est plus cher. L'équilibre ne pourrait être assuré que par des droits de douane et/ou des subventions aux producteurs locaux.

GUERRES COMMERCIALES MONDIALISÉES, OFFENSIVES LIBÉRALES

C'est le développement des transports qui a permis la multiplication des échanges commerciaux, et l'agriculture n'y a pas échappé. Le blé des grandes plaines des Etats-Unis pouvait débarquer à bas prix dans les ports d'Europe, le bœuf argentin et le mouton de Nouvelle Zélande pouvaient conquérir le monde.

Au départ, c'est de la concurrence du blé que la France a protégé ses paysans. Elle y est parvenue, devenant elle-même exportatrice, mais la compétition est maintenant rude avec non seulement les USA mais aussi l'Argentine, le Canada, l'Australie, l'Ukraine pour ne parler que des céréales, alors que d'autres pays traditionnellement importateurs augmentent leur production et que les marchés solvables deviennent de plus en plus étroits. Le commerce agricole est une véritable guerre menée par des multinationales (industrielles, mais aussi les géants du grain) avec l'appui de leurs Etats⁸. Tous les coups sont permis pour gagner des parts d'un marché moins extensible que d'aucuns ne l'espéraient. La légion d'honneur française a peut être plus de prestige qu'une décoration brésilienne pour convaincre le roi d'Arabie Saoudite de la supériorité du poulet congelé made in France, mais c'est

la complicité avec les crimes du régime qui pèse dans la balance. Ce sont parfois les prêts consentis qui permettent de gagner un marché.

Dans cette guerre commerciale, les plus libéraux sont naturellement ceux qui s'estiment en capacité de gagner du terrain pour peu que rien ne vienne fausser la concurrence. Plus encore que les USA, ce sont les pays dits émergents, les BRICS, qui ont poussé à la suppression des droits de douanes et des subventions. Mais il existe des obstacles non financiers au libre commerce, constitués par des normes nationales ou continentales interdisant l'importation de produits non conformes ou leur commercialisation sous une dénomination prêtant à confusion⁹. Dans ce cadre, même l'étiquetage mentionnant l'origine ou la composition est dénoncé comme une manœuvre protectionniste. C'est l'objectif du projet de traité transatlantique d'en affranchir les multinationales. Et les industriels français ne sont pas les derniers à ferrailler contre l'étiquetage.

Il y a les agriculteurs, mais aussi les industriels. La concurrence est féroce entre les grands groupes de l'agroalimentaire¹⁰. Ces derniers ont intérêt au libre commerce des produits de base ou ayant fait l'objet d'une première transformation comme le sucre, la poudre de lait ou d'œuf, pour réduire leurs coûts de production. Il leur faut aussi écraser les prix du café, du cacao, au détriment des producteurs des pays du sud¹¹. Toutes choses que le ministère de l'agriculture français, qui a adjoint l'agroalimentaire à ses compétences, se garde bien de combattre : il faut défendre « notre » compétitivité !

INEFFICACITÉ DES PROTECTIONNISMES

Quand les viticulteurs du Languedoc s'en prennent au vin espagnol, vident des citernes ou détruisent les installations des importateurs, où est l'enjeu ? Même si, crise aidant, quelques bouteilles à bon marché ont pris place dans les supermarchés, ce n'est pas le marché français qui est disputé. Les exportations françaises portent sur des vins de qualité et dans cette gamme, les bons vins espagnols sont aussi chers. L'essentiel des vins espagnols importés l'est en vrac, sans appellation d'origine ou de qualité, à bas prix, et repart pour l'essentiel, après coupage, vers d'autres pays. La guerre du vin ne se mène pas sous le drapeau du « buvons français » mais du « exportons français ». Mais si les combines de quelques

négociants sont condamnables, on voit mal quelles mesures protectionnistes permettraient à la viticulture française d'abreuver davantage que l'espagnole les consommateurs chinois. Même chose pour les céréales : la France en importe très peu, ce qui est en jeu ce sont les parts sur le marché mondial.

C'est au sein de l'Europe que la position française est la plus fragile. En porc, ce sont les importations de charcuterie qui font la différence, la balance commerciale française étant excédentaire pour la viande fraîche ; les concurrents sont allemands, espagnols, danois. Les tomates viennent d'Espagne mais aussi de Hollande, bien plus que du Maroc. C'est dire qu'un protectionnisme européen dressé contre le reste du monde serait totalement inopérant quand bien même il serait envisageable¹². Et un repliement de chaque pays derrière ses frontières n'aurait de sens que s'il renonçait à exporter ses productions ou à les limiter à des échanges marginaux.

Les recettes qui tendent simplement à tempérer le libéralisme, comme toutes celles qui prétendent réguler ou civiliser le capitalisme, se heurtent à la logique du système : produire toujours plus, non pour satisfaire les besoins humains mais pour vendre, réaliser des profits. La mondialisation est l'instrument. Les dégâts sociaux et écologiques qu'elle pro-

voque appellent des solutions incompatibles avec le capitalisme. Cela n'exclut pas les luttes pour limiter la casse. Ainsi le refus du traité de libre échange transatlantique, mais aussi le combat contre l'hégémonie des semenciers et fabricants de pesticides. Cela n'exclut pas non plus le soutien aux projets de développement alternatifs, mais pour leur valeur d'exemple et non parce qu'ils pourraient grignoter le système à son insu.

Dans les pays riches ayant acquis leur autosuffisance alimentaire, refuser à la fois libéralisme et protectionnisme passe par l'abandon de toute politique d'exportation à outrance et le respect des rythmes de développement de chaque nation. Cela signifie rompre avec le productivisme au bénéfice de la qualité des produits et du respect de l'environnement, sans que les consommateurs ne voient s'alourdir la facture. Comment y parvenir sans socialiser les grands moyens de production (dont les groupes agroalimentaires) et d'échange (dont la grande distribution), et bien sûr les banques ? Un tel changement d'orientation imposerait en outre de repenser la rémunération des travailleurs de la terre, qui combine aujourd'hui des prix de vente aléatoires et des subventions, en allant vers un salaire garanti par la société. □

1 Pour le cumul des échanges de produits agricoles et agroalimentaires, le solde net est de 10,2 milliards en 2015, en hausse sur 2014 mais qui devrait baisser cette année du fait de la mauvaise récolte de blé. Les céréales, les alcools, les produits laitiers et le sucre sont les moteurs de ce commerce, les viandes et abats sont déficitaires. Le bilan est plus contrasté selon les variétés pour les fruits et légumes, du fait entre autres de la consommation de produits exotiques. L'importation de trois produits de grande consommation, le café, le thé et le tabac, minore évidemment le solde positif des échanges.

2 C'est le cas de la France, qui a maintenu très longtemps ses barrières douanières. Voir le dossier « Le monde paysan à une croisée des chemins » de la revue n° 72 de janvier 2016.

3 Ainsi le « blocus continental » du temps des guerres napoléoniennes a-t-il privé la France du sucre de canne de ses colonies et stimulé la production hexagonale du sucre de betterave. Mais plus généralement, la peur de la disette conduisait à maintenir des productions essentielles comme le blé sur tout le territoire.

4 Avec la forte diminution de la population paysanne, c'est plutôt l'attachement à la ruralité qui prend le relais, avec l'indispensable entretien des paysages pour favoriser l'industrie du tourisme et des loisirs.

5 France, Italie, Allemagne fédérale, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

6 Notamment la gestion de coûteux excédents. Voir revue n° 74 de mars 2016, « L'agonie de la politique agricole commune ».

7 Concurrence entre produits identiques comme le maïs, le lait ou la volaille, imposition de nouvelles habitudes alimentaires : faute d'avoir bénéficié de la recherche agronomique, le manioc a de faibles rendements et cède la place au blé importé. Dans un autre registre, les pays dépendant de la rente pétrolière ont privilégié l'importation de produits alimentaires et n'ont pas développé leur agriculture.

8 Car les multinationales sont nationales, c'est pourquoi Hollande voyage à l'étranger avec les patrons des grands groupes français.

9 En agriculture cela concerne les OGM, les hormones de croissance, mais aussi le chocolat sans cacao...

10 Deux multinationales françaises, Danone et Lactalis, figurent parmi les quinze premiers, le leader mondial étant le groupe suisse Nestlé.

11 Tout en affichant leur attachement au commerce équitable !

12 Les intérêts ne sont pas identiques. Où est la « préférence communautaire » quand les élevages hors sol préfèrent le soja des Amériques, moins cher que les céréales européennes ?

La crise laitière, dernière en date des crises agricoles en France. DR.



Peut-on être souverainiste de gauche ?

PAR RÉGINE VINON

On entend de plus en plus, dans les milieux de la gauche radicale, une petite musique souverainiste, jouée entre autres par Jean-Luc Mélenchon, Frédéric Lordon ou Jacques Nikonoff, l'ancien dirigeant d'Attac. Nous aurions un problème en France: retrouver notre souveraineté, non pas au nom de la patrie éternelle comme le voudrait un Dupont-Aignan ou le FN, mais d'un point de vue de gauche, critique de l'économie capitaliste...

Si l'argument n'est pas nouveau, il semble s'être renforcé à la suite de la crise grecque: la domination de l'Allemagne sur l'Union européenne, et particulièrement sur la Grèce, signifierait que nous avons perdu notre libre arbitre et que nous serions soumis aux ordres de l'UE, c'est-à-dire de l'Allemagne qui y occupe une position hégémonique. Il y en a même qui estiment que si le Front de gauche perd des voix face au Front national, ce serait dû à son manque de clarté sur le libre-échange, l'Union européenne et la souveraineté nationale – comme l'écrit Aurélien Bernier dans *La Gauche radicale et ses tabous* (Seuil, 2014). Il s'agirait donc de reconquérir notre souveraineté. A un moment où la société capitaliste connaît une crise profonde et prolongée, où c'est plutôt son remplacement par un nouvel ordre social qui devrait être à

l'ordre du jour, certains voudraient faire passer les vieilles idées de souverainisme pour des notions progressistes, qui pourraient nous sortir de notre situation.

DE QUOI LA SOUVERAINÉTÉ EST-ELLE LE NOM ?

Selon les utilisateurs, le terme prend des significations différentes. Pour Frédéric Lordon, il faut en revenir à la Révolution française. Il se réfère à la nation souveraine de 1789, qui «*se constitue comme universalité citoyenne (...) et est de gauche. Et par l'effet d'une incompréhensible démission intellectuelle, elle n'est désormais plus que de droite.*»¹ La démarche de Lordon, au fil de ses interventions, est de se réapproprier la notion de souveraineté pour ne pas la laisser à la droite.

Pour le Pardem (Parti de la Démondialisa-

tion) et son principal dirigeant Jacques Nikonoff, ex-dirigeant d'Attac et ex-membre du PCF, «*la souveraineté appartient au peuple en République, directement et par l'intermédiaire de ses représentants, les députés. Avec (...) la loi El Khomri, la souveraineté passe dans les bureaux du Medef (...) les députés ont trahi le 21 juillet 2016 le peuple qui les a élus.*»² Il défend ainsi l'illusion d'un pouvoir du peuple à travers sa représentation nationale. Ce serait elle qui aurait trahi ses engagements. Il suffirait donc probablement de bien voter pour retrouver le pouvoir volé par nos représentants au parlement!

Quant à Jean-Luc Mélenchon, son ennemi tout trouvé est l'Allemagne, notamment lorsqu'il déclare au Journal du Dimanche du 23 août dernier: «*s'il faut choisir entre l'euro et la souveraineté nationale, je choisis la souveraineté nationale. Il n'y a pas de raison*



pour qu'à la fin, ce soit nous les Français qui cédions devant les Allemands.» Et en avant les clichés éculés sur l'Allemagne, cible toute trouvée lorsqu'on ne veut pas regarder juste à côté de soi, c'est-à-dire vers les capitalistes bien français, qui sont de fait exonérés dans l'affaire puisque le méchant, c'est l'Allemand. Vieux souvenirs plutôt pénibles d'un nationalisme exacerbé.

TOUS CONTRE L'ALLEMAGNE ?

Tous les souverainistes de gauche tirent à boulets rouges sur l'Allemagne, qui dicterait sa loi à tous les autres. Par quel miracle ? Nous ne sommes pourtant pas en guerre. Comment un pays pourrait-il ainsi dominer tous les autres ? Le mystère reste entier lorsqu'on les lit ou les écoute.

L'explication est pourtant assez simple si l'on veut bien se pencher un peu sur les données économiques accessibles à tous : l'impérialisme allemand domine l'Europe au niveau économique. L'Allemagne distance la France par ses capacités productives, et l'écart ne cesse de se creuser. Pour ne prendre que quelques exemples, le parc des équipements des machines de moins de quinze ans s'est contracté de 10 000 unités en France, alors que celui de l'Allemagne, déjà mieux lotie, a augmenté dans le même temps de 95 000 unités. L'outil de production français devient de plus en plus dépassé. La France a un retard global de cinq à sept ans dans la modernisation de son parc industriel en comparaison avec l'Allemagne, d'après la fédération patronale de la mécanique. La désindustrialisation de la France et les déséquilibres accrus de son commerce extérieur renvoient à des faiblesses du tissu industriel français, elles-mêmes reliées à des choix de l'Etat et du patronat marqués par une logique de court terme sous la pression des actionnaires, qui exigent de gagner vite et beaucoup, au détriment de l'investissement productif.

C'est dans ce décrochage économique de la France qu'il faut chercher les bases de la domination de l'Allemagne dans l'Europe. C'est dans l'appétit insatiable du profit facile et rapide des multinationales françaises, qui délocalisent à tout va, au détriment du tissu industriel du pays. Ces multinationales qui n'ont aucun sentiment national lorsqu'il s'agit de faire des profits dans n'importe quel pays.

C'est aussi simple que cela. Mais il n'y a de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. L'explication de Mélenchon est... mélenchonienne : dans son livre *Le Hareng de Bismarck*³, il répond que la plupart des diri-

geants politiques français ont été empoisonnés et hypnotisés par la doctrine économique allemande. Intoxiqués, les dirigeants français qui défendent bec et ongles les intérêts des groupes capitalistes ? Que nenni. Les capitalistes français estiment qu'ils ont beaucoup plus à perdre qu'à gagner à sortir de la zone euro. Car les multinationales françaises ont beaucoup profité, et continuent à le faire, du marché unique européen. Et la domination de l'Allemagne les arrange fortement, car cela leur permet de se cacher derrière l'Union européenne pour faire la guerre aux salariés français dans le seul but d'accroître leurs profits, et détruire pour cela tous les acquis sociaux gagnés au fil des luttes ouvrières.

Ce phénomène est mis à l'œuvre par le capitalisme dans le monde entier. Les dirigeants français n'ont nul besoin des conseils des Allemands. Et la compétition économique entre les grands groupes capitalistes français et allemands ne les empêche nullement de se retrouver d'accord pour nous faire payer leur crise. Il suffit de voir ce que les salariés allemands ont subi avec les mini jobs à un euro de l'heure, ainsi que l'appauvrissement d'une grande partie de la population. La guerre n'est pas tant entre capitalistes français et allemands, même si elle existe bien sûr, que contre les salariés des deux pays. Les mesures d'austérité sont les mêmes partout en Europe et dans le monde.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, UN EXEMPLE... POUR QUI ?

Frédéric Lordon, lui, insiste sur l'exemple de la Révolution française, en évacuant allégrement – petit détail – le caractère de classe de cette révolution. S'y référer aujourd'hui est concevable en ce qu'on considère le caractère radical de transformation sociale, le fait d'aller jusqu'au bout pour faire table rase de l'ancien régime. Comme le faisaient en leur temps les révolutionnaires du mouvement ouvrier, de Marx à Lénine ou Trotsky. Qui avaient bien compris l'histoire de la formation des nations : celles-ci ont représenté un progrès historique à l'époque de la féodalité et de ses particularismes, la lutte pour la souveraineté nationale ayant été l'un des combats de la bourgeoisie en pleine ascension.

Mais en même temps, ces nations unifiées étaient contrôlées par la bourgeoisie, laquelle présentait ses intérêts propres comme ceux de toute la « nation ». C'est au nom de la souveraineté populaire que la bourgeoisie républicaine envoya les prolétaires sur les barricades lors des révolutions

de 1830 et 1848, pour leur confisquer ensuite le pouvoir. Le mouvement ouvrier apprit rapidement, à ses dépens, qu'il lui fallait distinguer ses propres intérêts de ceux de la bourgeoisie, et cela à un moment où elle était encore dans sa période révolutionnaire. Et combien les mots « peuple », « nation » et « souveraineté » masquaient des antagonismes de classe. Alors, évoquer aujourd'hui la nation, la souveraineté nationale qu'il faudrait retrouver, c'est tout simplement gommer tout caractère de classe.

Comme l'évoquait déjà Marx en 1848 : « la nouvelle révolution française sera obligée de quitter aussitôt le terrain national et de conquérir le terrain européen, le seul où pourra l'emporter la révolution sociale du 19^e siècle » (*Les luttes de classe en France*). Ce qui était vrai en 1848 l'est assurément encore plus aujourd'hui, à l'époque de la mondialisation. La souveraineté nationale a perdu depuis fort longtemps tout caractère progressiste, même affublée de l'étiquette « de gauche », qui ne veut pas dire grand-chose à l'heure où un gouvernement « socialiste » aux commandes du pays mène une politique néolibérale brutale.

Il n'y a pas de nation de gauche ou de nation de droite, mais bien un seul Etat, aux mains des capitalistes et qui échappe à la population même lorsqu'elle exerce son droit de vote. Et lorsqu'elle proteste, comme ces derniers mois lors des manifestations contre la loi Travail, on voit qui elle trouve en face d'elle : la police, rempart s'il en était de la souveraineté nationale bourgeoise.

Si les bourgeois ont toujours besoin de leurs Etats à l'heure des multinationales et de la mondialisation des échanges et de la production, c'est pour conquérir, grâce à l'Etat national, de nouveaux marchés. Ce sont bien les Etats qui ont injecté des milliards après la crise de 2008, aidé les constructeurs automobiles et les capitalistes d'autres secteurs sans que les actionnaires aient un centime à déboursier. Avec comme conséquence des coupes budgétaires pour tous les services publics et une politique plus répressive contre tout ce qui proteste. La boucle de l'Etat-nation est bouclée.

SOUVERAINISME DE GAUCHE : DEUX MOTS QUI NE VONT PAS BIEN ENSEMBLE

Le souverainisme, le retour à la nation, sont des notions qui ne peuvent être de gauche, du moins si l'on entend par gauche non la « gauche » gouvernementale mais un camp



social, celui des exploités. Le terme de nation masque les différences de classe, qui n'ont pourtant jamais été aussi exacerbées qu'aujourd'hui. Cela vise à nous faire croire à des intérêts communs avec nos exploités. Cela suppose que, comme l'affirme Mélenchon, l'ennemi n'est pas la bourgeoisie à l'intérieur des Etats nationaux, mais les Etats rivaux, c'est-à-dire les différents impérialismes. La focalisation sur le capitalisme « de l'étranger », qu'il soit allemand ou américain, montre que Mélenchon surfe sur les sirènes nationalistes. Abolissant les frontières de classe, il fait porter aux « oligarchies financières » (présentées comme dénuées de toute « nationalité ») la responsabilité de la crise et l'origine des politiques d'austérité, dédouanant au passage les capitalistes français et leurs sbires de la droite ou de la gauche gouvernementale.

Frédéric Lordon s'attaquait explicitement, dans un texte d'avril 2015, à ce qu'il appelait un internationalisme imaginaire, « une certaine forme d'internationalisme révolutionnaire qui condamne d'emblée toute tentative dans un seul pays, et préfère attendre l'arme au pied la synchronisation planétaire de

toutes les révoltes avant d'envisager quoi que ce soit. »⁴ Cette caricature des positions internationalistes lui sert en fait à développer une politique qui privilégie le cadre national. Car même si, en effet, dans un premier temps les luttes se développent inévitablement dans un cadre national – les révolutionnaires français auxquels se réfère Lordon le savent parfaitement –, elles doivent s'étendre pour parvenir à renverser le pouvoir des possédants. L'internationalisme est la compréhension que nos alliés naturels sont les exploités de tous les pays, et non notre propre bourgeoisie. « La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale » disait déjà à juste titre Léon Trotsky, en 1938. Avant lui, Marx affirmait depuis 1848 que l'Etat ne peut pas être repris aux capitalistes, mais qu'il doit être détruit. Ce que

semble n'avoir pas compris le Pardem qui porte l'ambition de « repolitiser l'Etat, c'est-à-dire en refaire un objectif de conquête par le peuple », passant par pertes et profits des décennies de luttes ouvrières et d'affrontement avec l'Etat, dont nous avons pourtant eu aujourd'hui un aperçu avec le mouvement contre la loi Travail.

l'idée de « souveraineté populaire », sur laquelle Mélenchon et Lordon insistent tant. Car tant qu'une petite minorité d'exploiteurs contrôlera l'économie au détriment de l'écrasante majorité de la population, la « souveraineté populaire » ne sera au mieux qu'un doux rêve, au pire une escroquerie. Le pouvoir de décision de la population ne sera

effectif que lorsque ceux qui travaillent auront pris le contrôle de l'économie, de l'Etat et de la société dans son ensemble.

Il n'y aura pas de solution aux problèmes des masses grecques (et françaises, espagnoles, allemandes, italiennes, etc.) dans le cadre du capitalisme, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone euro. Cette conclusion est loin d'être partagée par des dirigeants actuels de la « gauche radicale ». La faillite du réformisme en Grèce a renforcé l'émergence d'un autre type de réformisme, un avatar qui peut paraître plus radical, le souverainisme de gauche.

Le slogan « intérêt national, intérêt du capital » est toujours d'actualité et, au souverainisme de gauche, nous opposons toujours la lutte internationale des exploités du monde entier. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » semble bien plus efficace aujourd'hui encore que « souverainistes de gauche de tous les pays, unissez-vous » ; sans parler du jeu de mots trompeur du FN selon lequel il faudrait être « inter-nationa-

listes » (avec le trait d'union).

Laissons donc la notion de souverainisme à ceux qui la revendiquent à juste titre, c'est-à-dire la droite et l'extrême droite. Car à trop errer sur leurs terres, l'évolution logique pourrait être celle de Jacques Sapir, souverainiste de gauche d'abord, et qui aujourd'hui se rapproche de plus en plus du Front national. □

1 Les blogs du Diplo, La pompe à phynance, « Clarté », 26 août 2015, <http://blog.mondediplo.net/2015-08-26-Clarte>
 2 Sur le site du Pardem (Parti de la démondialisation), <http://www.pardem.org/analyses/la-souverainete-nationale>
 3 Voir la recension qui en a été faite par Yann Cézard dans notre numéro 67 de juillet-août 2015.
 4 Les blogs du Diplo, La pompe à phynance, « Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire (et en vue d'un internationalisme réel) », 6 avril 2015, <http://blog.mondediplo.net/2015-04-06-Lecons-de-Grece-a-l-usage-d-un-internationalisme>
 5 <http://www.pardem.org/analyses/la-souverainete-nationale>



Arnaud Montebourg, un des porte-parole du « souverainisme de gauche ». DR.

UNE NOUVELLE MOUTURE DE RÉFORMISME

Le programme du « souverainisme de gauche » est réformiste dans le sens où il ne remet pas en cause le fondement du pouvoir économique des capitalistes. En dénonçant la financiarisation de l'économie, les traités internationaux et les organisations supranationales, avec des motivations qui sont souvent justes, mais en s'abstenant d'appeler un chat un chat et d'identifier le capitalisme pour ce qu'il est, son résultat est de dédouaner les capitalistes en chair et en os. Mélenchon rappelle régulièrement que sa « révolution citoyenne » n'est pas une « révolution socialiste ». Lordon abonde dans son sens. Il spéculé sur d'innombrables scénarios pour la zone euro, mais ne pose jamais la question : quelle classe doit diriger la société ? Au passage, cela vide de tout contenu

IL Y A DIX ANS

L'insurrection d'Oaxaca, chronique d'une révolution manquée

PAR GÉRARD FLORENSON

Voilà dix ans la ville d'Oaxaca, capitale de l'Etat mexicain du même nom, a connu un mouvement insurrectionnel qui a duré plus de six mois avant d'être vaincu par la répression conjuguée des polices locales, de l'armée fédérale et des paramilitaires au service du gouverneur. Parfois présentée comme la première révolution du 21^e siècle, voire comme une réédition de la Commune de Paris¹, ce mouvement mérite d'être étudié tant pour sa durée que pour les forces sociales mobilisées, ainsi que pour ses faiblesses.

L'Etat d'Oaxaca, à quelque 400 kilomètres au sud de Mexico, s'étend de la côte du Pacifique aux zones montagneuses de la Sierra Madre del Sur. Il figure, avec le Chiapas et le Guerrero, parmi les plus pauvres du Mexique, parmi ceux aussi qui comptent la plus grande proportion de population indienne, laquelle survit d'une agriculture archaïque et de productions artisanales peu rémunératrices, tels les tissages et poteries qui enrichissent les intermédiaires. Il se situe dans les derniers rangs quant aux structures sanitaires et aux

services publics.

Avec 250 000 habitants, Oaxaca est une ville moyenne pour le Mexique. Située en dessous du site zapotèque de Monte Alban², elle connaît une importante activité touristique avec notamment plus de 200 hôtels. Elle ne compte en revanche aucune implantation industrielle significative, seulement quelques *maquiladoras*³. La région a vu naître Benito Juárez ainsi que le dictateur Porfirio Díaz⁴.

En 2006, le gouverneur de l'Etat est Ulises Ruiz Ortiz, «URO»⁵, membre du Parti révolu-

tionnaire institutionnel (PRI) qui a dirigé le Mexique pendant 70 ans mais a perdu les élections présidentielles de l'année 2000. Il s'inscrit dans la tradition d'autoritarisme et de corruption du PRI. Au lendemain de son élection, en 2004, il avait tenté vainement de faire emprisonner son rival, liquidé un journal et agressé des organisations sociales qui s'étaient opposées à lui.

LA RÉPRESSION DU MOUVEMENT ENSEIGNANT

En juin 2006, les enseignants de l'Etat



Autour de la statue de Benito Juárez : « Dehors Ulises [Ruiz Ortiz] ». DR.

d'Oaxaca sont en grève pour des revendications traditionnelles concernant leurs salaires, leurs conditions de travail et plus largement la politique éducative, présentées comme chaque année le 1^{er} mai sous la forme d'un mémorandum. La mobilisation est particulièrement forte dans la ville d'Oaxaca et les villages de la zone. Depuis des années leur section syndicale, la section 22 du SNTE (Syndicat national des travailleurs de l'éducation), s'est démarquée du syndicalisme corrompu contrôlé par le PRI. De plus les enseignants du primaire ont toujours joué un rôle social important au sein des communautés indiennes dont certains d'entre eux sont issus, en mettant leurs connaissances au service de la population, en l'aidant à défendre ses droits face à l'administration. Cela contribue à rendre les enseignants suspects aux yeux du pouvoir. Cette année-là le gouverneur et son équipe répliquèrent au mémorandum par une cam-

pagne virulente contre les enseignants, instrumentalisant la presse, les chaînes de radio et de télévision. Le thème central était que 26 ans de grèves à répétition, motivées par des revendications corporatistes, étaient responsables du retard de l'éducation. Mise en avant fort à propos, une Association des pères de famille reprit cette campagne en assénant que les enseignants, motivés par leurs propres intérêts, étaient indifférents à l'avenir de leurs élèves. Un spot télévisé largement diffusé montrait des enfants interpellant leurs professeurs: «*les maîtres dans les classes, pas sur les piquets*». Malgré ces pressions, la grève s'installe et le 2 juin se déroule une imposante manifestation, avec des mots d'ordre politiques dirigés contre le gouverneur. En réponse aux menaces de ce dernier, le 7 juin une «*mega marcha*» mobilise près de 200 000 personnes, montrant que les enseignants ne sont pas isolés et que d'autres secteurs populaires rejoignent leur lutte.

A l'aube du 14 juin 2006, le centre d'Oaxaca est occupé depuis plusieurs jours par de nombreux «plantons». C'est une forme de

lutte classique qui consiste à installer des piquets et des campements sommaires aux principales intersections et devant les édifices publics. C'est alors qu'Ulises Ruiz Ortiz lance les forces de répression⁶, qui délogent les «plantons» avec une extrême brutalité et occupent les locaux du syndicat afin de détruire l'émetteur de «Radio Planton», la ra-



DOCUMENT (EXTRAITS)

Aux peuples du Mexique et du monde (déclaration politique de l'APPO)

Le pays se trouve dans une crise profonde [...] l'insécurité est croissante, comme on le voit avec les agissements impunis de la délinquance. Le narcotrafic croît avec la complicité du gouvernement. Le chômage et l'économie informelle ont augmenté. La dette extérieure, la corruption et la pauvreté se sont accrues. Les classes moyennes ont vu leurs revenus diminuer. L'émigration de nos compatriotes a grandi, au prix de leurs vies. D'un autre côté, la concentration des revenus a crû au bénéfice de quelques familles. La banque nationale a été mise entre les mains d'étrangers [...] Le gouvernement fédéral a livré le contrôle des médias au magnat Carlos Slim [...] Des réformes de l'éducation ont été adoptées, en conformité avec des positions idéologiques réactionnaires dont le peuple veut se libérer. Le pays est subordonné à l'empire des

Etats-Unis et Vicente Fox [le président qui achevait son mandat] s'est avéré être son laquais.

Sur le territoire d'Oaxaca se trouvent 42% des municipalités les plus pauvres du pays. Elles n'ont pas accès aux services de base : eau potable, drainage et énergie électrique. 20% des habitants sont analphabètes. Nous sommes parmi les derniers en matière de développement social, de santé, d'éducation, d'emplois et de revenus.

Actuellement, Oaxaca vit la crise la plus aiguë de son histoire, à cause du gouverneur illégitime Ulises Ruiz qui est arrivé au pouvoir au travers de la fraude électorale la plus coûteuse du pays. En réponse à ce mode de gouvernement dictatorial et corrompu, divers groupes, organisations et personnes se sont unis pour résister à un système de parti unique usé, qui a trahi les intérêts des secteurs populaires en se

montrant chaque fois plus agressif. Ce système a approfondi la crise des institutions, à tel point que les organes administratifs, les pouvoirs judiciaire et législatif, en approuvant des lois pour venir en aide au parti d'Etat, ont perdu toute crédibilité.

Le gouvernement fédéral a soutenu Ulises Ruiz et son régime autoritaire en envoyant la Police fédérale préventive (PFP). La violation systématique des droits humains, les violations de domiciles, la torture, les disparitions et les crimes politiques ont augmenté comme jamais [...] Cette crise se manifeste aussi par le déni de justice envers les peuples indigènes, auxquels on ne reconnaît pas leurs propres normes de partage et de justice [...]

Pour affronter l'insurrection civique et se maintenir au pouvoir, Ulises Ruiz a choisi l'usage de la force au travers de sa police et de ses tueurs à gages. A

dio libre de la section 22. Opération réussie, mais la radio avait eu le temps d'alerter la population et dès 8 heures, une grande concentration d'enseignants affronte la police et réussit à réoccuper les locaux syndicaux. La guerre était déclarée entre URO et le mouvement populaire qui allait désormais exiger sa destitution.

Manifestation de l'APPO et des enseignants en grève, le 31 octobre 2006.



LES FORCES SOCIALES EN PRÉSENCE

Avant de reprendre le déroulement des événements il faut souligner le rôle de la Coparmex (le Medef local) dans la campagne d'abord contre les enseignants puis contre le mouvement populaire: dénonciation du «retard éducatif» dû aux grèves, puis des prétendus dégâts subis par les commerces du centre-ville lors des piquets, mais surtout appui sans faille à URO et appels du patronat au gouvernement fédéral pour le rétablissement de l'ordre. Les banques et les médias privés, mais surtout l'important secteur touristique, font bloc. Nous sommes à la mi-juin et le centre-ville doit être «libéré» pour ne pas perturber les affaires⁷. Les dirigeants patronaux ont organisé des manifestations pour le retour des grévistes au travail! Face au bloc de l'ordre, gouvernement et patronat, on ne retrouve pas la classe ouvrière organisée. Le seul syndicat présent dans le mouvement, dont il est un des principaux acteurs tout au long de la lutte, est celui des enseignants. Les autres composantes ont été les communautés indigènes et le «peuple», les habitants des faubourgs de la ville, les

«colonies»⁸. Au sein de ce peuple mobilisé on retrouve nombre d'ouvriers, mais à titre individuel, des petits artisans et boutiquiers, un nombre significatifs d'employés des hôtels et restaurants, des mères de famille⁹, mais aussi les vendeurs à la sauvette et les gamins des rues, des centaines de Gavroche qui seront de toutes les manifestations et sur toutes les barricades. Ces barricades, érigées pour la plupart à partir du mois d'août pour l'autodéfense des quartiers populaires, ainsi que les brigades mobiles assurant la sécurité contre les sicaires du gouverneur et du patronat, mais aussi contre la délinquance, ont été les lieux d'organisation du peuple, lieux d'échange, de débats et de décisions, mais sans véritable centralisation au niveau de la ville. La floraison de radios locales parfois «prises à l'ennemi» a joué un grand rôle de communication pour les insurgés¹⁰. D'un côté donc la bourgeoisie, structurée et consciente de ses objectifs, de l'autre ce «prolétariat sans tête» ainsi caractérisé par José Revueltas¹¹, dressé contre la répression, les injustices, la misère et les multiples exactions dont sont victimes les pauvres gens des

cela s'ajoute l'invasion de la PFP ordonnée par Vicente Fox, qui a fait 17 morts, plus de 200 blessés, 36 disparus et 105 détenus.

Il est évident que l'intervention de la PFP n'a pas rétabli l'ordre social, ni l'état de droit qu'évoquent [...] tous ceux qui soutiennent la répression. Au contraire, la suspension de facto des garanties constitutionnelles a approfondi le mécontentement social, qui s'est manifesté à de nombreuses reprises à travers ces multiples mobilisations et protestations citoyennes dans tout l'Etat d'Oaxaca.

C'est au milieu de cette convulsion sociale et politique qu'a été fondée l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), afin de porter la lutte pour nos aspirations historiques les plus légitimes. Nous exigeons la démission d'Ulises Ruiz, tout en luttant pour une transformation profonde: une nouvelle relation société-gouvernement, dans laquelle le pouvoir soit effectivement entre les mains du peuple. Aujourd'hui, notre revendication fondamentale est la pratique du pouvoir populaire, à travers lequel le peuple prend son destin en main. Dans ce processus, nous soulignons la nécessité de créer une Nouvelle Constituante qui élabore une nouvelle Constitution,

pour entreprendre la construction d'un nouveau régime politique, économique, social et culturel sur la base de la justice, de la démocratie complète et de la paix sociale [...]

L'APPO est une organisation plurielle et large, qui a pour base la mobilisation consciente et solidaire. Sa structure organisationnelle est horizontale. La prise de décisions doit être collective et par consensus, et les participants s'expriment librement. Il s'agit d'une association où le peuple commande et ses représentants exécutent ses ordres. Dans cette période difficile, l'APPO est la voie pour réaliser les aspirations des ouvriers et des paysans, des communautés indiennes, des femmes aux foyers, des étudiants et du peuple en général. L'APPO propose :

- a) une transformation profonde et radicale des relations entre le gouvernement et la société, des institutions et de la façon d'exercer le pouvoir ;
- b) comme germe du nouveau pouvoir, construire le pouvoir populaire depuis les colonies, quartiers, communautés, écoles, etc. ;
- c) un Oaxaca basé sur une démocratie intégrale, un développement soutenable, l'équité sociale et la justice ;
- d) utiliser les conditions politiques et sociales de l'Etat pour commencer le

dialogue avec les différents secteurs afin de construire un agenda politique ;

e) nous invitons les forces démocratiques à abandonner leurs attitudes sectaires afin de construire l'unité nationale à travers une Assemblée populaire des peuples du Mexique ;

f) impulser et soutenir la formation d'assemblées populaires des Etats, régionales et locales, qui récupèrent les traditions collectives, communautaires et populaires, et par la pratique des assemblées trouvent l'expression la plus large et développée de démocratie directe ;

g) soutenir et porter toutes les revendications de la mobilisation et de la lutte populaire, pour affronter la répression, la manipulation et la tromperie qui divisent, dispersent et isolent les luttes et les efforts de l'organisation populaire.

Construisons des assemblées populaires à travers tout le pays! Construisons la grande unité nationale à travers l'assemblée populaire des peuples du Mexique! Vive le congrès constitutif de l'APPO! Ulises, hors d'Oaxaca! Tout le pouvoir au peuple!

**Assemblée populaire des peuples
d'Oaxaca (APPO)**

17 novembre 2006

villes et des campagnes. Le peuple qui se dresse pour dire «assez!» mais sans être en capacité d'imposer son propre gouvernement. Pour différentes raisons l'APPO, l'assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, n'a pas joué un rôle «soviétique» et n'a pas cherché à prendre le pouvoir alors même qu'elle se substituait dans divers domaines à des institutions qui s'étaient évaporées: différence de fond avec la Commune de Paris.

LES COMMUNAUTÉS INDIENNES S'ENGAGENT DANS LA LUTTE

Les peuples indigènes sont fortement représentés dans l'Etat d'Oaxaca. Les principales communautés sont les Triques, les Mixes et les Zapotèques. Elles ont conservé leurs langues, les villages restent en partie gérés selon les «us et coutumes»²² malgré les caciques du PRI, la majorité des terres cultivables appartient à la communauté²³. Les indiens sont régulièrement victimes des persécutions policières et des exactions des sicaires employés par des propriétaires qui veulent voler leurs terres ou par les promoteurs de mégaprojets, souvent des investisseurs étrangers: des groupes armés attaquent les villages, incendient les bâtiments sociaux, brutalisent et parfois assassinent les villageois, la plupart de ces exactions restant impunies. 66 tués en deux ans de pouvoir d'URO pour la seule communauté Trique!

Dans des dizaines de communes les édifices municipaux ont été occupés, les maires imposés par le PRI ont été chassés et remplacés par des conseils communautaires. C'est leur participation massive aux «mega marches» qui a donné une grande visibilité aux communautés indiennes dans le mouvement, mais leurs délégués ont intégré l'APPO presque dès sa constitution, d'où le nom d'assemblée populaire des peuples d'Oaxaca. Les violations des droits humains, la militarisation du territoire, l'arrestation de dirigeants communautaires sous l'accusation de guérilla, des années d'oppression et de misère, toutes les exactions du PRI s'incarnaient en URO. Après l'échec de l'insurrection, les sbires du gouverneur s'en sont particulièrement pris aux peuples indigènes avec la volonté d'en finir avec les municipalités autonomes, comme celle de San Juan Copala, occupée à plusieurs reprises par les paramilitaires qui ont expulsé des habitants.

L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DES PEUPLES D'OAXACA

L'APPO s'est formellement constituée le

20 juin 2006, cinq jours après le coup de force contre les enseignants. Cette première réunion regroupa 365 associations, syndicats, organisations populaires, dont des représentants des communautés indigènes, des collectifs de défense des droits humains et divers groupes politiques. Il s'agissait donc d'un front d'organisations, pas d'une représentation de comités de base. Une coordination provisoire de 36 membres fut élue selon des critères géographiques, sans débat d'orientation politique, et tout au long du mouvement elle ne s'est jamais réunie au complet. Dans les faits elle est apparue pendant plusieurs mois davantage comme un symbole, la référence des actions de masse menées sous son égide.

Ces actions furent nombreuses et puissantes, à commencer par les gigantesques manifestations sonores et colorées qui convergèrent à plusieurs reprises vers le centre d'Oaxaca, avec une forte participation des villages de la région. A son crédit également, la prise de stations de radio, l'occupation de bâtiments publics, le boycott de la «Guelagueta officielle» et l'organisation d'une «Guelagueta populaire», et bien sûr les barricades. C'est pourquoi elle est apparue, malgré son fonctionnement chaotique, comme la représentation des masses en lutte.

Courant juillet, le mouvement était à son point culminant et la possibilité de chasser URO était ouverte, d'autant plus que le PRI venait de subir un échec aux élections législatives, qui s'était traduit à Oaxaca par un vote sanction au profit du Parti de la révolution démocratique (PRD)²⁴. Le pouvoir d'Ulises Ruiz, contesté dans la rue et dans les urnes, chancelait au point qu'une partie de ses soutiens bourgeois et du gouvernement fédéral commençait à envisager une solution de rechange. L'occasion a été manquée du fait de l'irrésolution, des hésitations des dirigeants du mouvement à s'engager dans une grève civique jusqu'au départ d'URO, se limitant à des actions radicales mais dispersées.

Certains commentateurs, notamment anarchistes et conseillistes, ont combiné l'apologie de l'APPO avec la dénonciation des courants sectaires (entendez par là tous les militants organisés) qui voulaient imposer leurs schémas marxistes contre la juste spontanéité des masses. C'est pour le moins un raccourci. Sans doute certains groupes politiques²⁵ souhaitaient-ils instrumentaliser l'APPO pour un soutien électoral au PRD, mais c'est seulement après la fin du mouvement qu'ils ont hérité d'un lambeau de sa dépouille. A l'inverse, les jeunes libertaires proches des zapa-

tistes²⁶ considéraient comme réformiste la lutte pour chasser le gouverneur au prétexte qu'il s'ensuivrait de nouvelles élections... Les divergences exprimées pendant le mouvement étaient légitimes, liées aux difficultés d'orientation, sans qu'aucune force significative n'avance les moyens de passer du contre-pouvoir à la prise du pouvoir. Plus grave, l'absence de direction centralisée, d'une représentation démocratique unifiée des enseignants, des autres secteurs en lutte, des communautés indigènes et des barricadiers des colonies, a provoqué quelques couacs comme la velléité des dirigeants de la section 22 de faire reprendre les cours début juillet.

DU DOUBLE POUVOIR À LA CONTRE-OFFENSIVE VICTORIEUSE DU GOUVERNEMENT

De juillet à septembre l'emprise de l'APPO va cependant grandir alors que la vacance du pouvoir est flagrante. La formation citoyenne baptisée «honorables corps des topiles»²⁷ prend en charge de plus en plus de fonctions élémentaires comme l'hygiène et la sécurité, alors que fleurissent les barricades et les brigades mobiles d'intervention. Courant août, toutes les radios commerciales sont expropriées. Le mouvement, bien qu'à un rythme plus lent, gagne d'autres villes de l'Etat. Face à cette situation le pouvoir légal du gouverneur se terre, c'est avec les paramilitaires et certains groupes de policiers qu'ont lieu les affrontements les plus meurtriers. Des sbires du régime assassinent des militants.

Mais début octobre, le gouvernement fédéral se décide en faveur d'URO qui est maintenu dans ses fonctions et envoie des troupes pour le rétablir. La police fédérale préventive (PFP)²⁸ intervient en force et reprend une à une les rues du centre-ville, appuyée par les sicaires du gouverneur. Les combats font des victimes, morts et blessés, il y a des centaines d'arrestations. Malgré l'héroïque défense de la cité universitaire et de sa radio, contraignant la PFP à battre en retraite, l'issue militaire ne pouvait faire de doute. Cela ne mit pas un terme aux manifestations, toujours violemment réprimées, mais en déportant des centaines de militants vers des prisons du nord du pays, le gouvernement se donnait les moyens de décapiter le mouvement. De fait, ni le congrès de l'APPO réuni du 11 au 13 novembre, ni le Forum des peuples indiens des 28 et 29 novembre ne permirent de relancer le mouvement. Fort

heureusement, si ce ne fut pas la Commune ce ne fut pas non plus Versailles, malgré les dizaines de victimes. Les forces populaires n'ont pas été laminées, le syndicat enseignant n'a pas disparu, les emprisonnés ont été libérés, la contestation dans les communautés indigènes n'a pas cessé. Ce fut un échec,

pas un écrasement. Quelles conclusions en tirer? Sans se livrer à une critique sectaire des positions des uns et des autres, il faut bien constater que dans toute situation insurrectionnelle il y a un moment décisif où tout peut basculer. Faute d'une direction centralisée et résolue – ce qui n'exclut pas la dé-

mocratie – ce moment a été manqué à Oaxaca. Après avoir dû tolérer une situation de double pouvoir, la gestion réelle de la cité étant entre les mains des masses en lutte, la bourgeoisie, le PAN (Parti action nationale, droite) et le PRI ont pu reprendre l'offensive et briser le mouvement. □

« Ulises [Ruiz Ortiz] et la PFP, hors d'Oaxaca », exige l'APPO. DR.



¡FUERA ULISES Y PFP DE OAXACA!

- 1 Ainsi Georges Lapierre a-t-il titré son livre « La commune d'Oaxaca », tout en montrant les différences. Publié en 2008 aux éditions Rue des Cascades, l'ouvrage est très intéressant au niveau de la chronologie et des informations, avec un côté anti-organisation excessif. On peut se dispenser de lire la préface de Raoul Vaneigem, obsédé par les méchants léninistes.
- 2 Situé sur un plateau, le site archéologique de Monte Alban n'est pas suffisamment rentabilisé aux yeux des industriels du tourisme qui rêvent d'un grand complexe d'hôtellerie et de loisirs; mais les projets de destruction des « colonies » qui l'entourent se heurtent à la résistance de la population.
- 3 La maquiladora est une usine de montage qui assemble en exemption de droits de douane des biens importés destinés à être réexportés.
- 4 Président du Mexique à cinq reprises, Benito Juárez (1806-1872) était à la tête de la bourgeoisie libérale qui a libéré l'Etat de l'emprise de l'Eglise, défendu l'indépendance nationale, vaincu les troupes françaises et leur régime d'occupation. Après avoir dirigé un coup d'Etat manqué contre Juárez, le général Porfirio Díaz (1830-1915) s'est emparé du pouvoir en 1877, l'exerçant sans discontinuer jusqu'à son renversement par la Révolution mexicaine, en 1911.
- 5 La cristallisation contre la personne d'Ulises Ruiz Ortiz tient à l'importance des pouvoirs des gouverneurs

- dans l'Etat fédéral du Mexique.
- 6 Plusieurs milliers d'hommes des polices locales, fortement armés et appuyés par la brigade canine.
- 7 Notamment la Guelagueta, grand spectacle de danses traditionnelles indiennes, qui attire à la mi-juillet des milliers de touristes. Elle dut finalement être annulée.
- 8 – Les habitants des « colonies », organisés en comités de « vecinos » (voisins), luttent pour les adductions d'eau, l'amélioration de la voirie. Les maisons, petites et sommaires, sont habitées par des travailleurs du secteur informel, des ouvriers et employés qui ne peuvent pas payer les loyers du centre-ville.
- 9 Les femmes ont joué un rôle important dans l'insurrection des quartiers populaires, sans que cela ne se retrouve proportionnellement dans les diverses instances du mouvement (la règle de 30% de femmes au sein de l'APPO fut adoptée en novembre 2006). Elles ont été particulièrement agressées par les forces de répression (insultes, attouchements, déshabillages et viols).
- 10 On leur doit aussi la diffusion des centaines de « corridos », refrains populaires traditionnels des révolutions mexicaines. Avec les magnifiques affiches et banderoles, les corridos ont été l'expression artistique du mouvement.
- 11 José Revueltas (1914-1976), écrivain et scénariste. Emprisonné suite au 1968 mexicain.

- 12 Ne reposant pas sur le mode électif que nous connaissons mais sur des rotations de mandats excluant en principe le pouvoir personnel. Mais en 2006, les femmes étaient encore écartées des décisions dans une partie des communautés!
- 13 Malgré les pressions de l'Etat en faveur de la division et de la privatisation des terres qui pourraient alors être plus facilement enlevées à des paysans endettés.
- 14 Né en 1989 d'une scission du PRI, le PRD est membre de l'Internationale socialiste.
- 15 Les militants du PRD bien sûr, mais aussi ceux du Front populaire révolutionnaire (FPR), organisation jadis maoïste et liée à la guérilla, désormais gagnée aux charmes de la « révolution par les urnes ». A l'exception du Parti ouvrier socialiste (POS, trotskyste), actif dans le mouvement mais de dimension plus modeste, le FPR est le seul parti de la gauche radicale implanté à Oaxaca.
- 16 Une des surprises du mouvement fut l'absence de soutien actif de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale, formée au Chiapas avec à sa tête le sous-commandant Marcos).
- 17 « Topil » est un nom indigène qui désigne un agent public, le plus souvent un jeune homme qui se porte volontaire pour assister un prêtre ou un dirigeant de la communauté.
- 18 La PFP est le corps contre-insurrectionnel des forces de police mexicaines.

En Inde, des grévistes par dizaines de millions

PAR CHRISTINE SCHNEIDER



« Contre les politiques antisociales du gouvernement NDA. 2 septembre, grève générale dans toute l'Inde. A l'appel des centrales syndicales, des fédérations et associations. » © IndustriALL Global Union.

Etait-ce, comme on a pu le lire, « la plus grande grève de l'histoire du monde » avec 150, voire 180 millions de participants ? Ce qui est certain, c'est que la grève générale appelée le 2 septembre 2016 à l'échelle de toute l'Inde, par dix confédérations syndicales, a rassemblé en masse des travailleurs du public comme du privé, de la fonction publique de l'Union indienne comme des Etats régionaux, ainsi que de l'économie informelle qui concentre près de 90 % des emplois (et génère 75 % du PIB du pays). Des dizaines de millions d'Indiens, pour le moins, ont fait grève et paralysé de larges secteurs de l'économie et de l'administration.

Depuis deux ans et demi que le gouvernement de Narendra Modi (droite nationaliste hindoue) est en place, c'est la deuxième grande grève contre les privatisations, contre la mise en place de nouvelles lois du travail, pour une protection sociale et de meilleurs salaires. Elle a eu un impact différencié dans ce pays-continent, où les conditions politiques et sociales, la force et la structuration de la classe ouvrière peuvent être très différentes selon les régions et Etats : paralysie totale au Kerala, affrontements dans le Bengale occidental, où les militants de gauche et le mouvement ouvrier font face à des attaques physiques du parti au pouvoir, grosses

manifestations ailleurs, et parfois aussi une vie presque normale.

L'un des objectifs du gouvernement nationaliste hindou est la privatisation de nombreuses entreprises publiques dont des banques et assurances, des sociétés de transports, minières et du bâtiment, c'est-à-dire de pans entiers du secteur de l'économie aujourd'hui détenu par l'Etat. Cela entraînerait des pertes massives d'emplois, des transferts d'employés du public au privé et des transformations d'emplois permanents en contrats précaires. La majorité des travailleurs touchés par ces privatisations se trouve dans des secteurs qui sont organisés syndicalement.

L'emploi précaire est déjà très répandu au sein de l'économie formelle, avec de nombreux travailleurs payés à la journée ou sous contrat à durée déterminée. Une étude de 2012 y estimait la précarité à 30 %, dans le public comme dans le privé. Si les 500 000 travailleurs de la métallurgie sont à 80 % des employés permanents, les 50 millions de la construction, un secteur qui va du bâtiment au réseau routier et à des projets gigantesques de barrages hydroélectriques, sont pour la plupart des contractuels.

Un autre objectif pour le gouvernement est de « simplifier » le code du travail (là aussi...). Le 15 août 2016, lors de son dis-

cours pour les 69 ans de l'indépendance de l'Inde, Modi a évoqué la complexité et la confusion des lois, mais en visant exclusivement celles qui concernent les relations sociales et les droits des travailleurs.

La grève avait pour but de faire pression sur le gouvernement de l'Union, après qu'il avait fait une série de promesses sans tenir aucun de ses engagements. En 2015, le ministre des finances avait créé un groupe interministériel chargé d'examiner un programme de douze revendications présenté par les syndicats, mais il ne les a jamais rencontrés pour en discuter. Cette année, les syndicats avaient réclamé l'amélioration des mesures de sécurité sociale et la fixation d'un salaire minimum national plus élevé que le minimum actuel, variable selon les Etats. Mais le gouvernement a proposé une augmentation bien inférieure à celle demandée. Il a par ailleurs dénoncé l'appel à la grève du 2 septembre en affirmant qu'une concertation avait eu lieu – alors que seul le BMS, syndicat proche des nationalistes hindous au pouvoir, y avait pris part.

Les questions qui font l'objet du conflit restent en suspens. Si le mouvement ouvrier indien, qui a montré ses muscles, met demain toutes ses forces dans la balance... □